

RD-CONGO



LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

300 FC

www.adiac-congo.com

N° 2665 - JEUDI 21 JUILLET 2016

RETOMBÉES D'UN ARRÊTÉ MINISTÉRIEL

Surchauffe sur le marché du ciment gris

La décision du ministre de l'Économie de suspendre l'importation du ciment gris pour trois mois dans la partie ouest du pays serait à la base de la spéculation entretenue actuellement sur le prix de ce produit notamment à Kinshasa où le sac de 50 kg se vend désormais à Kinshasa à 15.000 FC soit 15,69 dollars contre 10.000 FC équivalant à 10,46 dollars auparavant. Seules les importations en cours bénéficiaires d'une dérogation s'étant acquittées de la taxe de la DGDA pour le compte de la province ont été autorisées d'accès au Kongo central, a-t-on appris.

Une bien maigre consolation qui ne résout cependant pas la problématique que pose la forte spéculation entretenue actuellement sur le prix du sac de ciment sur fond d'une demande sans cesse croissante difficile à résorber à cause de la faible production locale. [Page 13](#)



Livraison des sacs de ciment importés

REFONTE DU FICHER ÉLECTORAL

Les dessous des cartes mis à nu !

Le G7 accuse la Céni de cautionner le glissement du mandat présidentiel en prétextant organiser un nouveau fichier électoral d'ici fin juillet dans le dépassement total du délai constitutionnel. En affirmant que ce travail pourrait prendre seize mois, la centrale électorale s'est dévoilée

dans ses véritables intentions, affirme ce regroupement politique qui la soupçonne de chercher subrepticement à ramener malicieusement les Congolais au recensement général de la population à la base des manifestations du 19, 20 et 21 janvier 2016. Entre-temps, le calendrier électoral

réaménagé qui devrait donner plus de lisibilité au processus électoral se fait toujours désirer. Ceci, de l'avis de Charles Mwando Nsimba (président en exercice du G7), est la preuve que les élections ne figurent pas dans l'agenda politique de la majorité au pouvoir. [Page 12](#)

MEETING DE L'OPPOSITION DU 31 JUILLET

Le MLC n'est pas partie prenante

Le parti de Jean Pierre Bemba s'indigne de n'être pas associé à l'organisation de ce grand rassemblement de l'opposition dont il ne connaît ni les tenants ni les aboutissants. Fidèle à sa ligne de conduite, le Mouvement de libération du Congo (MLC) redoute que son envergure en tant que deuxième force de l'opposition au Parlement ne soit pas prise en compte dans ce grand rassemblement avec le risque de le réduire aux seconds rôles. « *Le MLC n'a pas été créé pour être suiviste et il n'est pas concerné par ce meeting* », entend-on dire dans le milieu.

Autant le MLC refuse d'adhérer aveuglement au «Rassemblement des forces politiques et sociales acquises au changement», la nouvelle plate-forme issue de la rencontre de Genval à Bruxelles, autant il n'accepte pas de se ranger derrière Étienne Tshisekedi sans que le jeu ne soit clarifié à l'avance. [Page 12](#)

MUSIQUE

Le Fiet célèbre Papa Wemba

Entièrement dédiée à la mémoire de la défunte star qui fut le premier parrain de l'événement, la soirée de gala marquant le lancement de sa 9e édition, qui établira ses quartiers derrière le chapiteau du GB du 22 au 24 juillet, a pour affiche Sekouba Bambino (Guinée Conakry), Monique Seka (Côte d'Ivoire), Barbara Kanam, Fabregas et Tshala Mwana. Serge Kayembe (promoteur de l'événement) a souligné toute l'importance accordée à ce qu'il tient pour un acte de reconnaissance envers l'illustre disparu.

Et le promoteur de l'événement de rappeler que le Fiet se veut avant tout une vitrine culturelle. Il est conçu de façon à être véritablement un lieu d'expression de la culture congolaise, de sorte que les créateurs et fabricants d'articles divers faits à base de produits naturels locaux y présentent leurs diverses réalisations. [Page 14](#)



ÉDITORIAL

Emploi

Il devient chaque jour plus clair que la lutte contre le chômage - et donc la bataille pour l'emploi - figure au cœur des préoccupations du peuple congolais. Peu évoquée lors des débats houleux qui ont accompagné le changement de nos institutions, l'adoption de la nouvelle Constitution et l'élection présidentielle, elle s'impose au fil des jours comme l'enjeu majeur du quinquennat qui débute.

De façon générale l'idée prévaut, dans l'opinion, que c'est aux autorités de la République de prendre les mesures qui permettront aux chômeurs de trouver un emploi et aux nouvelles générations de se former sans crainte de se retrouver sans travail au sortir de leurs études. Et, de fait, il incombe au pouvoir exécutif de créer le cadre favorable à la création d'emplois, aux deux chambres du Parlement de voter les lois qui concrétiseront celui-ci, aux administrations de veiller au strict respect de son application.

Mais ne nous faisons pas d'illusion : aussi rapides et efficaces que soient les mesures destinées à créer le dispositif visant à réduire le chômage, celui-ci ne s'effacera réellement que si les citoyens eux-mêmes se mobilisent en faveur de l'emploi. Et l'on en est bien loin dans le moment présent : d'abord parce que la conjoncture économique n'est guère favorable du fait de l'effondrement des cours du pétrole sur les marchés mondiaux ; ensuite et surtout parce que les citoyens congolais demeurent frileux, observent la scène politique avec encore une certaine inquiétude, ne se lancent pas dans les activités qui pourraient créer des emplois, bref ne jouent pas le jeu de l'émergence.

La conclusion de ce qui précède est évidente. Si l'Etat et le gouvernement veulent que le programme de « rupture » dessiné par le président Denis Sassou N'Guesso lors de son discours d'investiture devienne réalité, ils doivent s'employer à convaincre les acteurs économiques, petits et grands, d'investir afin de créer les emplois sans lesquels ce programme ne se réalisera pas. Et cela ne peut se faire que si une campagne est lancée à l'échelle nationale visant à expliquer que dans le monde moderne les pouvoirs publics ne peuvent pas se substituer aux acteurs économiques.

Le temps de plaider avec force la cause du libéralisme économique est venue.

Les Dépêches de Brazzaville

SANTÉ PUBLIQUE

Revue des plans de travail des directions départementales



Les participants à l'atelier de revue des plans de travail (Crédit photo Adiac)

Le ministre de la Santé et de la Population, Jacqueline Lydia Mikolo, a indiqué que l'atelier sur la revue des plans de travail des directions départementales, ouvert le 19 juillet à Brazzaville, permettra de faire le point de la mise en œuvre des interventions préconisées par le programme biennal de développement sanitaire 2015-2016. Le travail consistera à recueillir les données utiles à la programmation des activités de la période de juillet à décembre 2016.

Les travaux de l'atelier sur la revue des plans de travail des directions départementales de la santé ont lieu du 19 au 21 du mois en cours dans la ville capitale. Pendant les trois jours des travaux, chaque directeur départemental présentera les indicateurs des différents programmes et projets de santé, les données des performances accomplies, les difficultés rencontrées sur le terrain. D'autant plus que les directions départementales ainsi que les districts sanitaires ont un impact direct sur l'amélioration des indica-

teurs de santé, de par leur organisation et leur fonctionnement, a souligné Jacqueline Lydia Mikolo pour qui la responsabilité des directeurs départementaux est un peu plus grande qu'on ne le croit.

« Votre responsabilité est engagée dans le suivi des travaux de construction et des équipements des hôpitaux dans vos départements respectifs, l'effectivité de l'opérationnalisation des initiatives de gratuité des soins de santé accordée par l'Etat au profit d'une certaine catégorie de la population, l'amélioration de l'accès des populations démunies aux soins de santé, la mise en place des programmes de lutte contre les maladies transmissibles et non transmissibles dans tous les districts sanitaires, redynamisations des districts sanitaires du pays », a-t-elle fait savoir, à l'ouverture des travaux, tout en avertissant qu'elle demeurera intraitable sur la dénonciation des antivaleurs et le rappel aux contrevenants.

Par ailleurs, le docteur Ray Mankélé, représentant de la re-

présentante de l'OMS-Congo, s'est réjoui de ce que Jacqueline Lydia Mikolo fait de la revitalisation des districts sanitaires la première priorité pour les directions départementales de la santé à travers notamment le développement des aires de santé, la promotion et la prévention. « Les résultats qui sortiront d'ici appelleront certainement à des réorientations en vue de l'atteinte de la couverture sanitaire universelle, le but ultime de notre action sanitaire », a-t-il déclaré. Ray Mankélé n'a pas manqué d'exprimer la volonté de l'OMS de travailler en étroite collaboration avec les équipes du ministère de la Santé dans le but de soutenir le renforcement du système de santé au Congo. C'est ce 21 juillet à l'issue de la clôture des travaux que les conclusions sur cet atelier de revue des plans de travail des directions départementales de la santé seront connues. L'Unicef, le Fnuap, l'Onusida, l'AFD et l'OMS Congo y prennent part.

Rominique Nerplat Makaya

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétariat des rédactions :

Clotilde Ibara, Jean Kodila
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo,
Norbert Biembédi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Directeur en chef : Guy-Gervais Kitina,
Thierry Nougou
Service Société : Parfait Wilfried Douniama
(chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko

Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé

Service Économie : Nancy France Loutou-

mba (chef de service) ; Quentin Loubou, Fiacre Kombo, Lopelle Mboussa Gassia
Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service),
Hermione Désirée Ngoma, Rosalie Bindika

Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya
Édition du samedi : Meryll Mezath (Rédactrice en chef), Durlly Emilia Gankama

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki,
Prosper Mabonzo, Séverin Ibara

Commercial : Mélaïne Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'Agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali

Coordonateur : Alain Diasso

Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi

Sports : Martin Enyimo

Relations publiques : Adrienne Londole
Service commercial : Marcel Myande, Stella Bope

Comptabilité et administration : Lukombo

Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga

Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeya n°1430, commune de la Gombe / Kinshasa - RDC - Tél. (+243) 015 166 200

Rédaction de Dolisie : Lucien Mpama

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo

Chef de service : Abira Kiobi

Suivi des fournisseurs : Farel Mboko
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso

Personnel et paie : Martial Mombongo

Stocks : Arcade Bikondi

Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ

Directeur : Charles Zodialo
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna, Mildred Moukenga
Commercial Pointe-Noire : Mélaïne Eta Anto

DIFFUSION

Directeur : Philippe Garcia
Assistante de direction : Sylvia Addhas
Diffusion de Brazzaville : Guyche Mot-signet, Brice Tsébé, Irin Mauouakani
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubélé Ngono

INFORMATIQUE

Directeur : Gérard Ebami-Sala
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Rively Gérard Ebami-Sala, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

IMPRIMERIE

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaine Angombo
Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service prépresse : Eudes Banzouzi
Chef de production : François Diatoulou Mayola
Gestion des stocks : Elvy Bombete

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 06 930 82 17

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Hélène Ntsiba (chef de service), Astrid Balimba

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo / Tél. : (+242) 05 532.01.09
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

TIC

La Fondation perspectives d'avenir lance la formation de 120 jeunes en informatique

La formation en informatique avec certification Microsoft, débutée le 19 juillet au siège de la Fondation perspectives d'avenir (FPA) à Brazzaville, est organisée en partenariat avec la société OFIS. Elle vise à offrir de nouvelles compétences aux participants avec un double enjeu : réduire la fracture numérique.

Sélectionnés parmi les 1300 dossiers reçus à la Fondation, les 120 jeunes participants seront répartis en huit groupes pendant les trois mois de la formation. A l'issue de cette formation, la FPA entend aider ces jeunes à trouver des stages et explorer avec ceux qui ont une autre qualification, des pistes d'embauche. « Nous ne voulons pas nous substituer à l'Etat mais nous voulons accompagner les jeunes jusqu'à l'obtention de l'emploi », a rappelé le chef de département Programme à la FPA, Nadège Zoula Tchikaya.

Selon elle, l'organisation de cette formation en partenariat avec la société OFIS permet d'offrir de nouvelles compétences en informatique à certains jeunes. Ce qui leur permettra, a-t-elle ajouté, d'accéder pleinement à l'utilisation de l'outil informatique afin d'en faire un usage efficace pour leurs prochaines expériences professionnelles. « Notons encore que l'acquisition des compétences informatiques y compris des logiciels de bureautique, au même titre que la connaissance des langues et la conduite automobile est un acquis essentiel dans le parcours professionnel d'un jeune et contribue pour beaucoup au renforcement de son employabilité », a poursuivi Nadège Zoula Tchikaya.



la FPA donne à cette jeunesse. « Grâce à nos labels Microsoft Certified Partner Learning Solutions (CLPS) et Cisco

Au regard du nombre important des demandeurs de formations, la FPA invite les acteurs au développement, publics et privés, les partenaires bilatéraux ou multilatéraux, à soutenir ses initiatives en faveur de la jeunesse. C'est ainsi qu'elle a salué son partenariat naissant avec le Pnud et l'Unesco, respectivement pour la formation qualifiante des jeunes et l'introduction des Nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) dans l'éducation afin de renforcer le système éducatif congolais.

Pour rappel, la FPA met, depuis la rentrée scolaire de cette année, à disposition des jeunes des bourses d'études pour leur permettre de s'engager dans des formations dans les filières

scientifiques, techniques et professionnelles. Elle accompagne aussi les jeunes démunis et sans emploi dans leur quête de qualification, en soutenant des formations qualifiantes dans des centres agréés ou en les organisant elle-même. Le but étant de préparer pour le pays, des leaders, managers, techniciens supérieurs et intermédiaires ainsi que des ouvriers qualifiés dont il aura besoin pour son émergence économique et son développement intégral et durable.

Le directeur régional d'OFIS à Brazzaville, Serge Boumpoutou, a, de son côté, invité les jeunes à saisir l'opportunité qui leur est faite, tout en faisant preuve de détermination et de motivation. Cette formation est pour lui, une chance à l'employabilité que

Le présidium des travaux ; crédit photo Adiac

Learning Partner Associate (LPA), OFIS dispose du seul centre de formation autorisé à organiser les séminaires de formation certifiant sur les technologies Microsoft et Cisco dans la zone Afrique centrale Francophone. C'est dire que la FPA a choisi un partenaire de choix, pour donner le meilleur de la formation qualifiante aux jeunes », s'est exprimé Serge Boumpoutou devant le directeur général d'OFIS, Luc-Emmanuel Zanghieri.

Rappelons que l'expertise d'OFIS concerne trois pôles : les métiers liés à l'informatique ; la fourniture de solutions Internet et Télécoms, par la marque Yattoo ; les solutions technologiques liées au bâtiment.

Lancée dans le cadre des activi-

tés marquant la célébration de la première Journée mondiale des compétences des jeunes, fêtée le 15 juillet, cette formation en informatique s'est déroulée en présence des représentants de certaines agences du système des Nations unies dont l'Unesco et le Pnud. En effet, le Programme des Nations unies pour le développement s'est, par le biais de sa chargée de programme pour le Congo et le Gabon, Sika Ahawo Somda, félicité de cette initiative entreprise par la FPA visant la formation aux NTIC de 120 jeunes Congolais. Encourageant l'implication du secteur privé à travers OFIS dans ce processus, Sika Ahawo Somda a renouvelé l'engagement du Pnud auprès du gouvernement congolais pour ses efforts dans le domaine du développement durable.

Le directeur du cabinet de la ministre de la Jeunesse et de l'éducation civique, Matthieu Mouloungui, a rappelé au cours du lancement de la formation que la FPA et la société OFIS avaient compris les enjeux actuels consistant en la prise en charge des problèmes liés à la jeunesse. La jeunesse est, d'après lui, au centre des préoccupations du gouvernement de la République. « Nous sommes très heureux d'être entourés et d'avoir l'appui des partenaires. Nous invitons les autres partenaires à se joindre à ce processus qui est enclenché », a-t-il conclu.

Parfait Wilfried Douniama

VIE D'ENTREPRISE

Neuf travailleurs de la Siat décorés par la grande chancellerie des ordres nationaux

Le Grand chancelier des ordres nationaux, le colonel Norbert Okiokoutina, a décoré le 19 juillet à Brazzaville, neuf travailleurs de la Société industrielle et agricole de tabac tropical (Siat) pour le bon travail effectué au sein de l'entreprise.

L'un des récipiendaires a été élevé au grade d'officier du grand chancelier des ordres nationaux et les huit autres ont été faits chevaliers dans l'ordre de dévouement congolais.

Au terme du rituel de décoration, les récipiendaires se sont montrés très émus. L'un d'eux a exprimé sa gratitude au Grand Maître des ordres nationaux en ces termes :

« Cette distinction nous incite à rester humbles et reconnaissants. Le chef a bien raison car le moment de bonheur n'arrive que par surprise. En recevant cette insigne que me décerne le pays, je me sens comme un serviteur qui a un devoir de citoyen. Nous remercions, le



président de la République, Denis Sassou N'Guesso pour son engagement dans le développement et l'émergence du

Congo », a indiqué Hugues Patrick Mafoumba.

La grande chancellerie des ordres nationaux est l'institu-

Les agents de la Siat

tion qui, sous l'égide du Grand chancelier et du Grand Maître, le président Denis Sassou N'Guesso, est chargée de dé-

cerner la plus haute décoration honorifique du Congo.

La Siat a pour activité principale la fabrication, la distribution et la vente de la cigarette. La société comprend deux grandes agences basées à Brazzaville et Pointe-Noire. Les sept dépôts de distributions sont installés dans plusieurs localités sur l'ensemble du pays. Créée en mai 1948, la Siat totalise 68 ans d'existence. Elle comprend trois directions et emploie 106 agents. Son directeur général, Ndemba Dembélé affiche son optimisme quant à l'amélioration des performances de l'entreprise.

Notons que la Siat résiste aux défis économiques du monde en général et du Congo en particulier. Quinze nouveaux emplois directs ont été créés alors que la société a plusieurs projets commerciaux. Chaque année, une cinquantaine d'agents bénéficient de stages techniques et pratiques.

Fortuné Ibara

PROJET LISUNGI

Un appel au respect des critères de conditionnalités

La ministre des Affaires sociales, de l'action humanitaire et de la solidarité, Antoinette Dinga Dzondo, a invité le 20 juillet les bénéficiaires du projet Lisungi-système de filets sociaux à respecter les critères de conditionnalités. Au cas contraire, ces ménages seront supprimés de la liste dans le deuxième arrondissement Mvoumvou à Pointe-Noire

La même invite a été faite aux bénéficiaires des allocations lors du paiement des ménages éligibles à l'agence de la Banque postale du Congo et au comité communautaire de ciblage réuni à la mairie de Mvoumvou.

En effet, Antoinette Dinga Dzondo a situé le cadre du projet Lisungi avant de rappeler que les partenaires financiers et le gouvernement congolais attendent la bonne gouvernance du projet.

Selon elle, cette bonne gouvernance passe par le respect de critères de conditionnalités du projet : la scolarisation des enfants, l'éducation, la prise en compte du volet sanitaire ainsi que la vaccination. « Le projet est à sa phase pilote et nous espérons le finir dans de bonnes conditions : atteindre la cible, respecter les critères de conditionnalités afin de bénéficier d'autres financements. Les partenaires nous regardent pour nous venir encore en aide ». Et, d'ajouter : « ma pré-



La ministre exhorte au respect de conditionnalité (crédit -adiac)

sence en ces lieux me permet de prendre contact avec toutes les structures sous tutelle ; de faire l'état des lieux et même de prendre connaissance de toutes les catégories des personnes vulnérables ».

Le maire de l'arrondissement 2 Mvoumvou, André Guy Edmond Loemba, a souligné l'importance de l'œuvre sociale du projet Lisungi. Il a en outre formulé le vœu de l'assistance aux orphelins et personnes âgées de son arrondissement.

224 ménages concernés par le paiement des allocations du premier trimestre 2016 à Mvoumvou

Le coordonnateur du projet Lisungi, Alfred Constant Kiakouama a souligné dans sa fiche technique que sur un effectif de 310 ménages dont 267 ménages et 43 personnes âgées, le paiement des allocations du premier trimestre de l'année 2016 a concerné 224 bénéficiaires, pour un montant de 16.410.000 FCA.

Un ménage supprimé de la liste de paiement pour cause de décès, un pour des besoins de clarification dont trois enfants ont été déclarés tandis que les deux autres étaient fictifs. Un autre ménage par contre supprimé faute d'éligibilité. Outre ces statistiques, l'on note le manque de respect de conditionnalités des 29 ménages. « Le taux de fréquentation scolaire de leurs enfants est inférieur à 80%. Leur allocation sera suspendue si aucune amélioration n'est observée après la compila-

tion des données du troisième trimestre », a martelé le coordonnateur.

Notons que l'opération de transfert monétaire s'est déroulée à l'agence de la Banque postale du Congo. Le paiement durera deux jours, explique le directeur des opérations et de la trésorerie au niveau de la Banque postale du Congo, Donald Samba Lombo. L'opération s'exécute normalement malgré les difficultés d'empreinte pour les personnes âgées poursuit-il. Le montant à payer varie d'une somme de 30.000 à 135.000 Francs CFA selon la taille des ménages. Pour les ménages malades, ajoute le directeur, les mesures préventives ont été prises par la banque afin de percevoir les allocations. En ce qui concerne les ménages déplacés, ils passeront dès leur retour à la banque, a-t-il conclu.

Après la perception de son revenu, Simone Loemba bénéficiaire du projet Lisungi, n'a pas caché sa satisfaction : « C'est une grande joie de ma part de toucher encore cet argent. Je suis à ma quatrième paie, aujourd'hui j'ai tout retiré afin de renforcer mon restaurant et subvenir aux besoins des petits fils ». Une autre a rétorqué : « j'ai ouvert le commerce de friperie avec cette somme et je ne peux que bénir l'Etat congolais d'avoir pensé à nous »

Lydie Gisèle Oka



LIBRAIRIE LES MANGUIERS

LIBRAIRIE
LES MANGUIERS

Un Espace de Vente

Une sélection unique de la
LITTÉRATURE CLASSIQUE

(africaine, française et italienne)

Essais, Romans, Bandes dessinées,
Philosophie, etc.



Un Espace culturel Pour vos Manifestations :

Présentation des ouvrages, Conférences-débats, Dédicaces
Emissions Télévisées, Ateliers de lecture et d'écriture.

Horaires d'ouverture:

Du lundi au vendredi (9h-17h)
Samedi (9h-13h)



Brazzaville : 84 bd Denis Sassou
immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville
République du Congo

INTERVIEW

Rosalie Matondo : « Oui, le Congo peut être fier de la gestion de ses forêts ! »

La ministre de l'Economie forestière, du développement durable et de l'Environnement a pris part à Rome, lundi, au Comité des forêts de la FAO. C'est un « Non » catégorique que la ministre de l'Economie forestière oppose aux critiques sur la gestion, par le Congo, de ses espaces forestiers. Non : le Congo ne brade pas son bois, ne laisse pas ses forêts à la merci d'exploitants véreux, ne mène pas une politique non-soucieuse du lendemain et des impératifs de développement durable. Venue prendre part au Comité des forêts de la FAO à Rome, elle a répondu aux questions de notre correspondant, Lucien Mpama.

Les Dépêches de Brazzaville : Mme la ministre, est-ce que le Congo peut vivre durablement de ses forêts, le bois étant sa deuxième ressource à l'exportation ?

Rosalie Matondo : Oui, certainement, car 65% du territoire du Congo est occupé par les forêts. Depuis l'an 2000, le pays a mis en place une politique de gestion durable de ses écosystèmes forestiers. Cela veut dire : aménagements forestiers concédés à l'exploitation forestière, soit plus de 5 millions d'hectares, dont une très grande partie constituée de forêts certifiées au standard le plus contraignant en la matière. Nous avons également concédé 13% de notre territoire aux aires protégées, soit à peu près 4,5 millions d'hectares à la conservation. Cela passe par des permis de 30 ans, de sorte qu'au bout d'une rotation de cette durée, on puisse retrouver des arbres exploitables. En outre, qui dit gestion durable dit aussi application d'une exploitation à

faible impact : seulement deux à trois arbres sont exploités à l'hectare. Donc, comme vous pouvez voir, nous veillons à la gestion durable de notre ressource pour que les générations actuelles et les générations futures puissent en vivre.

DB : Des organisations écologistes accusent le Congo de brader son bois et de laisser carte-blanche à des exploitants peu scrupuleux... ?

R M : Nous n'acceptons pas ce genre de critiques, parce que nous exploitons notre ressource aux termes de contrats de partenariat que nous signons avec les privés. Eux, appliquent la réglementation congolaise. Nous, administration, sommes là pour vérifier le plein respect de cette réglementation. Les principes de notre politique forestière sont suivis par des directions départementales sur tout le territoire. Nous octroyons des volumes annuels qui doivent être respectés par les partenaires. Nous avons aussi mis en place des services de contrôle des produits forestiers à l'exportation ; ils veillent au respect du quota que la loi autorise. Les quotas sont de 95/15 : c'est-à-dire que 95% de notre bois doit être transformé au Congo, et 15% de grume seulement pour l'exportation. Tout cela, ce sont des mesures contenues dans notre loi et que nous appliquons en tant qu'administration et que nous faisons appliquer à nos partenaires concessionnaires. Dire que nous bradons notre bois : non ! Les taxes sont payées, et là aussi il y a l'inspection générale à l'Economie forestière qui veille à ce que les partenaires payent leurs taxes.

Non : le Congo n'a pas à avoir honte de la gestion qu'il fait de ses forêts. Au contraire, nous en sommes fiers. Parce qu'il est leader en matière de ce que je viens de dire : aménagement forestier, certification, aires protégées. A cela s'ajoute le fait que le chef de l'Etat a lancé, depuis 2011, le Programme national d'afforestation et reboisement qui contribue à l'augmentation du stock carbone de notre pays. Non, je redis : nous n'avons pas honte de la gestion forestière!

DB : Vous vous occupez aussi de l'environnement, mais on a l'impression que c'est un problème des élites, et que les populations qui pratiquent les cultures sur brûlis ne s'en sentent pas partie prenante.

R M : Oui, les populations sont conscientes des enjeux environnementaux. Elles vivent les changements climatiques et les changements des saisons culturelles. Mais je voudrais souligner que l'environnement ne concerne pas seulement la gestion durable, il est aussi dans l'environnement immédiat des populations elles-mêmes ; lié par exemple à l'utilisation des sachets plastiques qu'une loi au Congo interdit d'importation et de vente. Nous veillons à ne pas voir menacé l'environnement de nos populations. Nous avons aussi le problème de l'érosion des zones sensibles à Brazzaville, à Pointe-Noire et dans les grandes villes à cause de l'occupation anarchique des terrains urbains. Pour ce que vous avez évoqué, à savoir : l'agriculture itinérante sur brûlis, nous travaillons à éduquer nos populations pour des systèmes agricoles qui ne puissent pas impacter leur et



notre environnement, et pourquoi pas celui de la planète.

DB : Dans tout ça, en quoi la FAO vous aiderait-elle ? Qu'attendez-vous de la réunion actuelle ?

R M : Notre participation vise à contribuer aux recommandations générales du Comité des forêts sur les objectifs du développement durable. Nous venons expliquer ce que fait le Congo pour la gestion de ses écosystèmes forestiers, en même temps qu'apporter une nouveauté : la conservation ne doit pas s'arrêter à la seule action de conservation. Le développement durable commande que soient observées, en même temps, les trois aspects de l'économie, du social et de la préservation. La forêt constitue la ressource principale de nos populations, il faut donc des activités génératrices de revenu et des solutions alternatives

pour une agriculture durable. A la réunion de la FAO, nous voulons contribuer en disant ce que nous faisons ou voulons faire pour nos populations, afin qu'elles soient actrices de la conservation tout en améliorant leurs conditions de vie. Nous voulons que la FAO soit partenaire dans ces solutions pour nos communautés locales. Notre désir est celui de mettre ces solutions dans la boîte à outils à proposer aux partenaires qui font de l'exploitation forestière.

DB : En un mot, vous êtes optimiste pour le futur ?

R M : Il le faut. Les défis sont importants pour le développement du pays, qui entend devenir un pays émergent. Il faut donc qu'il vive de sa ressource, tout en assurant son développement durable.

Propos recueillis par Lucien Mpama

ENSEIGNEMENT PRIMAIRE ET SECONDAIRE

L'Afrique subsaharienne présente les taux d'exclusion scolaires les plus élevés, selon l'Unesco

Le dernier rapport de l'Institut de statistique de l'Unesco, environ 263 millions d'enfants et de jeunes ne sont pas scolarisés, soit un quart de la population européenne.

Dans ce chiffre, on peut noter que 61 millions d'enfants en âge d'aller à l'école primaire (6-11 ans), 60 millions d'adolescents en âge d'être inscrits dans le premier cycle du secondaire (12-14 ans), et 142 millions de jeunes en âge d'être inscrits dans le 2ème cycle du secondaire (15-17 ans).

La directrice générale de l'Unesco, Irina Bokova, a rappelé que

les Etats s'étaient engagés à ce que tous les enfants suivent un cycle complet d'enseignement primaire et secondaire à l'horizon 2030. Elle a invité à mettre l'accent sur « l'inclusion dès le plus jeune âge, tout au long du cycle d'apprentissage en mettant en œuvre des politiques visant à lever les obstacles à chaque étape, et ce en accordant une attention par-

ticulière aux filles, qui restent les plus désavantagées ».

L'Afrique subsaharienne est la région qui présente les taux d'exclusion les plus élevés. Plus d'un cinquième des enfants âgés de 6 à 11 ans ne vont pas à l'école, suivi d'un tiers des jeunes de 12 à 14 ans. Les données du rapport indiquent que près de 60% des jeunes (de 15 à 17 ans) ne sont pas scolarisés. Parmi les obstacles à la réalisation de cet objectif, il y a les disparités en matière de participation à l'éducation liées au sexe, au lieu

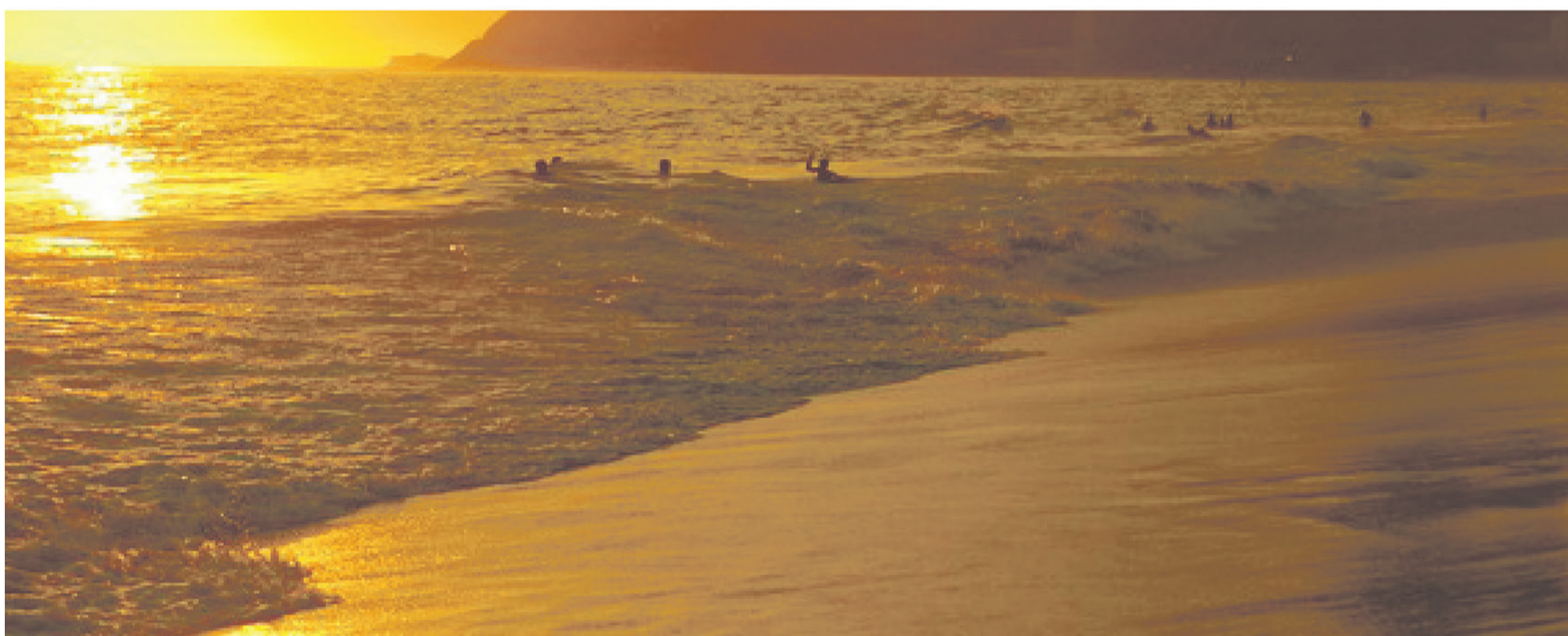
de résidence et à la richesse. L'autre obstacle majeur à l'éducation est lié aux conflits armés. Au niveau mondial, ce sont 35% d'enfants non scolarisés en âge d'aller à l'école primaire (22 millions), 25% des adolescents non scolarisés en âge d'être inscrits dans le 1er cycle du secondaire (15 millions) et 18% des jeunes non scolarisés en âge d'être inscrits dans le 2ème cycle du secondaire (26 millions) vivent dans une zone touchée par un conflit. Les filles sont plus susceptibles que les garçons de ne

jamais mettre pieds dans une salle de classe, malgré les efforts et les progrès accomplis, ces vingt dernières années. Ainsi, 15 millions de filles en âge d'aller à l'école primaire n'auront jamais la possibilité d'apprendre à lire ou à écrire à l'école primaire, contre 10 millions de garçons, selon le rapport. Plus de la moitié d'entre elles, soit 9 millions, vivent en Afrique subsaharienne. Et la pauvreté reste un obstacle supplémentaire pour les filles.

Noël Ndong



VENDREDI BOSSA NOVA



UN SON AUTHENTIQUE
POUR UN MOMENT EXCEPTIONNEL

AVEC FREDY MABANZA & WAKASSA GROUP

VENDREDI 22 JUILLET DE 19H30 À 22H30

ESSENGO BAR



PEFACO HOTEL MAYA MAYA
AÉROPORT INTERNATIONAL DE BRAZZAVILLE



COP 22

Le Maroc rassure les participants de la politique sécuritaire qu'il mettra en place

Pour rassurer l'opinion internationale de la stratégie sécuritaire que son pays mettra sur pied pour lutter contre le terrorisme afin de protéger tous les représentants des pays qui prendront part à la 22^e conférence des parties de la convention cadre des Nations unies sur les changements climatiques (COP22) prévue du 7 au 18 novembre prochain à Marrakech, au Maroc, le ministre marocain délégué auprès du ministre de l'Intérieur, Charkis Draïss a fait, le week-end dernier un communiqué à l'endroit des gouvernants.

Insistant sur la détermination qu'a son pays d'assurer la sécurité des participants à cette réunion qui se tiendra dans cinq mois, Charkis Draïss a déclaré, « Nous prendrons toutes les mesures qu'il faut pour sécuriser la Cop 22. Notamment des mesures rassurantes et surtout réalistes. Car, il y a des risques, comme partout d'ailleurs, notamment en matière de menace terroriste. C'est pourquoi, sur ce plan, nous sécurisons déjà nos frontières et nous coopérons avec tous les pays africains et surtout européens pour maîtriser nos frontières et le terrain ».

Inquiet par ailleurs, des conséquences négatives qu'engendrent les actes terroristes dans le monde, le ministre marocain a reconnu que la menace terroriste est l'une des grandes problématiques sécuritaires de

cette rencontre. D'autant plus, le 13 novembre 2015, notamment à 17 jours de l'ouverture de la COP 21 à Paris, plusieurs attentats terroristes ont été perpétrés, faisant plus de 129 morts et 352 blessés. Le Maroc a également été touché par une attaque terroriste, en 2011, où l'attentat de la place Jemaa el-Fna à Marrakech avait fait 17 morts et plusieurs blessés.

« Mais, depuis ce jour sombre, notre Royaume n'a plus enregistré ce genre d'attaque. Cela est principalement dû à l'approche tripartite mise en place par le pays dans sa lutte contre le terrorisme », a-t-il ajouté.

Etoyant les points culminants qui seront pris en compte dans leur plan stratégique, le ministre marocain a précisé qu'en matière sécuritaire, il y aura trois volets : le premier volet consistera en une modernisa-

tion du système national de sécurité et en l'amélioration de la communication inter service, aussi bien entre les services régionaux qu'internationaux.

Le deuxième volet sera, celui lié au développement économique et social. Ce dernier a pour ambition d'améliorer la qualité de vie des citoyens afin de limiter le grossissement des rangs des mouvements djihadistes. Car, depuis 2013, environ 36 cellules de recrutement de djihadistes ont déjà été démantelées au Maroc.

Et, la troisième partie du programme sécuritaire sera, la mise en place d'un certain nombre de réformes favorisant une meilleure application des préceptes religieux afin d'éviter de l'extrémisme. « L'ensemble de ces mesures est également appuyé par la coopération internationale intense avec les pays européens, mais aussi africains. Elles permettront d'éviter un grand nombre d'attaques. Et, il faut noter, qu'il n'y a aucun pays au monde capable de lutter seul contre ce phénomène. C'est ensemble que nous y arriverons », a conclu, le ministre marocain.

Rock Ngassakys

COOPÉRATION

La CEEAC et la RCA renforcent leurs liens

En marge du sommet de l'Union africaine à Kigali, au Rwanda, le secrétaire général de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale (CEEAC), Ahmad ALLAM-MI, s'est entretenu avec le ministre centrafricain des Affaires étrangères, de l'Intégration africaine et des Centrafricains de l'étranger, Charles Armel Doubane.

Au cours de ce premier tête-à-tête depuis l'élection du nouveau président centrafricain, Faustin-Archange Touadera, les deux diplomates ont fait le tour d'horizon de l'actualité internationale, continentale et nationale en République centrafricaine de ces cinq derniers mois, et jeté un regard sur les nouvelles pistes de coopération entre la CEEAC et la RCA.

Pour sa part, le ministre centrafricain a rappelé le rôle « très important » qu'a toujours joué la CEEAC dans l'accompagnement du processus de transition en République centrafri-

caine et même dans le retour progressif de la paix à travers les opérations de maintien de la paix dans cet Etat membre à part entière de la CEEAC.

La Centrafrique a connu un cycle de soulèvements politico-militaires qui ont profondément déstabilisé l'environnement politique du pays et détérioré des perspectives socio-économiques déjà compromises de la population centrafricaine.

« En réponse à cette instabilité politique quasi chronique, la CEEAC, a toujours montré sa solidarité inébranlable à la RCA, afin que ce pays retrouve le chemin de la stabilité, du développement et de la prospérité », a déclaré le ministre centrafricain.

Afin de pallier la dégradation sécuritaire en RCA, signalons que la CEEAC a multiplié des initiatives pour rendre ses actions encore plus efficaces. Elle a élaboré un mandat et un budget pour la Micopax 2, sur la base d'un effectif de 2000 hommes et pour une durée de vingt mois et

proposé la mise en place d'une nouvelle mission, qui serait davantage en mesure de répondre à la situation en RCA.

Lors de sa 380^e réunion de juin 2013, par exemple, en dépit de la décision de la CEEAC de renforcer considérablement le mandat et les effectifs de la Micopax, le Conseil de Paix et de Sécurité de l'Union africaine a appuyé le principe de la mise en place d'une Mission internationale de soutien à la République centrafricaine sous conduite africaine (MISCA), dont le concept d'opération devrait être élaboré par des experts de l'Union africaine.

Au moment où la RCA amorce un nouveau tournant dans l'histoire de sa vie sociopolitique et économique, la rencontre entre le secrétaire général de la CEEAC et le chef de la diplomatie centrafricaine sonne comme une nouvelle confirmation de cette solidarité agissante de la CEEAC envers ce pays en situation de post-conflit.

Yvette Reine Nzaba

ONU

Le chef du Département des affaires politiques en visite au Gabon

Le secrétaire général adjoint et chef du Département des affaires politiques des Nations unies, Jeffrey Feltman, est arrivé au Gabon mercredi pour une visite officielle de 48 heures. Après le Gabon, il se rendra également au Congo et au Tchad pour la suite de sa mission en Afrique centrale.

À Libreville, première étape de cette mission, le secrétaire adjoint de l'ONU a eu des entretiens avec les autorités gabonaises compétentes ainsi qu'avec les différentes parties prenantes impliquées dans le processus politique et le développement du pays.

Selon un communiqué, avant de quitter la capitale gabonaise, Jeffrey Feltman donnera une conférence de presse au siège de l'Unoca après avoir tenu une réunion avec le secrétaire général de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (Cééac) et rencontré les fonctionnaires du Système des Nations unies.

Jeffrey Feltman avait été nommé par le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, le 11 juin 2012. Il a officiellement accédé au poste de secrétaire général adjoint chargé des affaires politiques le 2 juillet 2012. À ce niveau de responsabilité, il a pour mandat de conseiller le secrétaire général sur les questions relatives à la paix et à la sécurité dans le monde. Hormis cela, il apporte aussi un appui au secrétaire général et à ses envoyés spéciaux ainsi qu'aux missions politiques spéciales de l'ONU déployées dans diverses régions du monde, dont l'Unoca, afin de contribuer à prévenir les crises ou à promouvoir la paix et la sécurité. Loin de s'arrêter là, Jeffrey Feltman assure également la supervision des initiatives de bons offices et des missions politiques menées sur le terrain dans le cadre de l'exécution des activités liées au rétablissement de la paix et à la diplomatie préventive et à la consolidation de la paix en Afrique, en Europe, au Moyen-Orient ainsi qu'en Asie centrale et du Sud-Est. Notons par ailleurs que le secrétaire général adjoint aux affaires politiques est le président de l'Équipe spéciale des Nations unies de lutte contre le terrorisme créée en 2005. Il est aussi directeur exécutif du Centre des Nations unies pour la lutte contre le terrorisme. Cette équipe spéciale est chargée d'améliorer la coordination et la cohérence des efforts déployés par le système des Nations unies dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, y compris Boko Haram, dont les activités constituent une grave menace pour la stabilité des pays couverts par l'Unoca, notamment le Cameroun et le Tchad.

Nestor N'Gampoula

CENTRAFRIQUE

EUTM prend le relais de la mission européenne EUMAN

La mission européenne EUTM a pris officiellement le relais de la mission européenne EUMAN le 16 juillet à Bangui en Centrafrique.

Le général Eric Hauteclouque-Raysz, commandant de la nouvelle mission EUTM-RCA a expliqué les changements qui vont intervenir entre les deux missions, la précédente EUMAN-RCA et la nouvelle EUTM-RCA. La mission EUMAN, a été une mission de conseil, de formation des officiers et l'état-major, d'aide au recensement et de sélection des hommes de rang, de financement d'un centre médecine militaire et d'un centre d'analystes informatiques, a-t-il dit.

Quant à la mission EUTM-RCA, elle concerne la formation, elle est assurée par 170 soldats européens. Il s'agit d'une mission de conseil stratégique ayant pour objectif l'instruction opérationnelle des soldats centrafricains, a poursuivi le général Eric Hauteclouque-Raysz. Le défi est de doter les éléments des forces armées centrafricaines (Faca) de soldats aptes au « combat » dans deux ans.

Pour atteindre ses objectifs, le général Eric Hauteclouque-Raysz, compte s'appuyer sur trois piliers : le conseil stratégique du ministère de la Défense, pour la gestion des ressources humaines et budgétaires ; l'instruction avec le souhait, à terme, de recréer des académies militaires, en vue de former les formateurs ; et enfin l'entraînement opérationnel des forces centrafricaines. Cette mission de deux ans a l'intention de reconstruire les Faca dans le « respect de la culture et des traditions centrafricaines », a conclu le commandant de la mission EUTM-RCA. Le président François Hollande a annoncé le 13 juillet qu'il mettrait un terme au positionnement de l'armée française en Centrafrique, à travers l'opération Sangaris, abandonnant des populations civiles inquiètes dans un espace francophone.

Noël Ndong



SÉCURITY GUARD CONGO



Email : groupeyanick@yahoo.fr

www.securityguardcongo.com

Tél. : 01 679 78 78 - 06 679 78 78

NOS SERVICES

-Gardiennage et intervention / Protection / Accompagnement / VIP,
HP, Stars à la demande du client / sécurité incendie



PROMO INTERNATIONALE FOLIE

2,5F/SEC VERS
AIRTEL RDC

BENGA AIRTEL RDC
NA FAUX LAAARRR...



AG Partners 

LUTTE CONTRE LE VIH/SIDA

Martial De-Paul Ikounga plaide pour une éducation sexuelle des jeunes

Dans son discours prononcé le 18 juillet à la 17^e assemblée générale des premières dames d'Afrique à Kigali, le Commissaire de l'Union africaine chargé des Ressources humaines, de la Science et de la Technologie, Martial De-Paul Ikounga a invité les épouses des chefs d'Etat africains à s'impliquer, et à travailler avec l'Union africaine pour la mise en œuvre de la feuille de route sur la démographie permettant de mieux protéger les jeunes.

Après avoir brossé un tableau plus précis des réalités quotidiennes des adolescents et des jeunes, Martial De-Paul Ikounga estime que l'Afrique doit se donner la priorité d'investir dans sa jeunesse pour « un développement conséquent ».

C'est dans ce cadre, a-t-il précisé, que les chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union africaine ont déclaré l'année 2017 comme « année pour tirer pleinement profit du dividende démographique en investissant dans la jeunesse », conformément à la feuille de route développée en réponse au thème de l'année 2017 qui met l'accent sur l'éducation, le développement des compétences, l'emploi des jeunes, la santé et le bien-être, la gouvernance, la paix et la sécurité. « Le secteur de l'éducation est transversal et constitue la clé de voûte de l'habili-

tation des jeunes à prendre les mesures requises pour le développement africain. préparés à mener une vie sexuelle saine et épanouie au moment où elles en ont le



Martial De-Paul Ikounga à l'assemblée générale des premières dames. Crédit photo adiac

Malheureusement, cette jeunesse est confrontée à des défis morbides qui en font parfois un poids pour la société. Le fait que les adolescents ne soient pas suffisamment

droit est un facteur contribuant à leur vulnérabilité », a-t-il déploré.

L'éducation sur la sexualité dans les cultures africaines existe certes, mais, elle est

limitée, a-t-il fait remarquer à la jeune fille seulement à l'approche des cérémonies nuptiales, et n'aborde pas les questions du genre, de respect de la femme, de son intégrité corporelle et de l'importance de vivre une vie reproductive épanouie où

nos instruments des droits de l'Homme, notamment le protocole sur la charte africaine des droits des hommes et des peuples sur les droits de la femme ».

Pour lui, les grossesses non désirées sont une cause de l'abandon scolaire, et contribuent à limiter les choix de développement personnel d'une jeune fille. Car, l'adolescente qui ignore comment répondre aux agressions et aux violences basées sur le genre peut en rester affectée toute sa vie. « Si nous donnons à ces jeunes filles l'opportunité de construire leur vie et de faire des choix informés, elles pourraient devenir les ressources humaines pour réaliser la prospérité de l'Afrique comme décrit dans l'agenda 2063 de l'Union Africaine », a proposé le Commissaire de l'Union africaine.

Pour l'heure, les constatations montrent que, en dépit des progrès importants réalisés en matière de réduction de la transmission et de l'impact du VIH, il reste encore beaucoup à faire.

Yvette Reine Nzaba

AIRTEL TOUR

Mongo Poukou plus chaud que jamais

La fête a été très belle dans le cinquième arrondissement de Mongo-Poukou, où s'est déroulée la petite finale du plus grand concours de détection de talents, jamais organisé dans le pays. Pendant toute une semaine, Airtel Congo a déployé son Village Airtel Tour au terrain Makayabou pour permettre aux DJ et groupes de danse de cet arrondissement d'exprimer leur talent, dans le seul espoir, d'être le meilleur.

C'était une grosse ambiance du côté de Mongo-Poukou. Ce spectacle haut en couleur, accompagné d'extraits musicaux entraînants et des histoires humoristiques du comédien Douche a créé l'émotion et provoqué le rire de tout le public et des applaudissements à tout rompre.

La population a passé un moment de joie exceptionnel et cela, pendant toute une semaine, chacun affichait un large sourire aux lèvres. « J'ai passé un moment excellent, je me suis régalée », commentait Ruth une habitante du quartier.

Pour cette finale, l'affiche était évocatrice. Car Airtel Tour a mis tout en œuvre pour s'arracher du Mochristo, l'homme « Téléphone ». L'artiste congolais en vogue en ce moment et membre du jury de cet événement, a livré un show exceptionnel pour encourager les jeunes compétiteurs pour le trophée. La compétition était divisée en deux catégories. La catégorie « Battle Dance » avec six groupes de danse, à savoir, Vortex Crew, Attaque sans arrêt, Tapari Girls, Yorka Twists, ZBX et Strong. Dans la catégorie « DJ

Atalaku » il y a eu, DJ Lévison, DJ Sarkozy, DJ Wembley, DJ Kinzembélé, DJ Phénol, DJ XXL et DJ Chrisvino. Ces derniers ont disposé de cinq minutes chacun, pour se défier en alternance au plus proche de la musique.

Les dés lancés, place à la finale !

Pendant près de sept heures de show, les douze compétiteurs ont donné le meilleur d'eux-mêmes et tenter de convaincre le jury et le public. Bien que la compétition ait été marquée par des prestations de grande qualité comme celles du groupe Vortex Crew ou de ZBX, le groupe Strong Danseurs a été désigné le meilleur par le jury, dans la catégorie Battle Dance avec une moyenne de 17,3.

Dans la catégorie « DJ Atalaku », DJ Wembley a su faire la différence en remportant cette finale avec une moyenne de 15,3. Et malgré cette belle note, on peut également saluer les performances des autres DJ, notamment, DJ Lévison le plus jeune de la compétition âgé seulement de 14 ans, DJ Sarkozy et DJ Phénole, pour avoir atteint la finale.

En plus de beau spectacle offert au public, les lauréats son repartis chez eux les mains chargés de cadeaux de la part de monsieur Gerard LOKOSSOU, directeur général d'Airtel Congo qui a profité de cette occasion pour demander aux responsables des arrondissements d'accompagner ces jeunes, lors de la grande finale qui aura lieu ce 30 juillet 2016 au stade



kokolo Copa de Mvoumvou : « c'est avec beaucoup de joie que je me suis retrouvé ici, on a pu voir un niveau de créativité exceptionnel, douze groupes de jeunes qui se sont affrontés sainement, dans une ambiance de joie et de beaucoup de créativité, ben nous nous sommes heureux, c'était l'objectif de permettre à cette jeunesse là, de s'amuser sainement et de pouvoir exprimer leur talent, puisque, Airtel a aussi pour vocation de révéler le talent qui est caché en chacun », a-t-il dit. En plus d'offrir à la population de Mongo-Poukou son plus grand spectacle, Airtel Congo leur a également donné la possibilité de profiter de ses multiples services de proximité, notamment: un espace « Service Client » permettant aux ambassadeurs d'Airtel Congo de se rapprocher de ses clients pour les éduquer sur leurs produits, de régler tous leurs problèmes liés à l'internet,

à l'identification, aux activations et réactivations de Sim etc... Et chaque jour, une centaine de personnes furent reçu dans cet espace. Une « foire du Mobile » offrant une large gamme de téléphones à des prix très compétitifs : allant de 7.000F cfa à 30.000F cfa. Et bien évidemment la magique SIM Masolo d'Airtel Congo n'a pas échappé aux regards de la population de Mongo Poukou. Un « stand de ventes et promotion de boissons » en provenance de la Brasserie du Congo, permettant aux abonnés Airtel de payer leur consommation par Airtel Money. Et enfin un « stand Canal+ », Partenaire principal d'Airtel dans la commercialisation de bouquets Canal et Easy TV, payable par Airtel Money. Le rendez-vous est donc pris pour le 30 juillet au stade Kokolo Copa de Mvoumvou pour la grande finale.



PRÉSIDENTIELLE GABONAISE

Un sénateur américain appelle à une élection transparente et pacifique

Après d'un mois de la présidentielle au Gabon, le sénateur démocrate de Massachusetts, Edward J. Markey, souhaite que les autorités gabonaises mettent tout en œuvre pour faire en sorte que « l'élection présidentielle du 28 août prochain ne soit pas une source des troubles ».

Le parlementaire américain a lancé cet appel mardi puisqu'à l'approche de l'élection présidentielle, la situation politique devient de plus en plus tendue tant à Libreville, la capitale, que dans les départements du pays. « Je demande à tous les diri-

geants gabonais de travailler urgemment pour assurer que la prochaine élection présidentielle du 28 août soit menée de manière transparente, équitable et pacifique en conformité avec les aspirations démocratiques du peuple gabonais », a déclaré Edward J. Markey.

Le sénateur a aussi demandé à la classe politique, à la société civile, aux chefs religieux et à d'autres leaders de démontrer leur engagement à des élections pacifiques et crédibles et de « renforcer la confiance du peuple dans la légitimité du processus démocratique au

Gabon ». La situation politique est devenue tendue au Gabon parce que les opposants, qui se sont joints à certains enfants de l'ancien président Omar Bongo Ondimba, accusent le chef de l'Etat sortant Ali Bongo Ondimba de « usage de faux » quant à ses certificats de naissance. Pour ce faire, ils exigent purement et simplement l'invalidation de sa candidature par la Commission électorale alors que la justice française avait classé le dossier et débouté par deux fois la demi-sœur qui est la principale plaignante dans cette affaire.

Nestor N'Gampoula

SOUDAN DU SUD

Le gouvernement s'oppose au déploiement d'une force africaine

Malgré le déferlement de violences, le Soudan du Sud ne juge pas nécessaire la présence de troupes de l'Union africaine (UA) sur son territoire.

« Nous ne sommes même pas prêts pour le déploiement d'un seul soldat dans notre pays. Cela ne résoudra pas le problème », a déclaré le ministre sud-soudanais de l'Information, Michael Makuei Lueth, après l'annonce, par les dirigeants africains, de l'envoi d'une force

de maintien de la paix.

Selon le commissaire chargé de la paix et de la sécurité à l'UA, Smail Chergui, la mission de la force africaine sera plus consolidée que celle de l'ONU actuellement dans ce pays. Ses soldats viendront d'Ethiopie, du Kenya, du Rwanda, du Soudan et de l'Ouganda.

Malgré la présence au Soudan du Sud d'une force de l'ONU constituée d'environ 12 000 soldats, les troupes gouvernementales et les rebelles sud-sou-

danais ne cessent de s'affronter depuis plus de deux ans. « Les soldats des Nations unies n'ont pas pour mission d'imposer la paix aux belligérants sud-soudanais », a souligné Smail Chergui, à l'occasion du 27e sommet des chefs d'Etat de l'Union africaine, à Kigali.

Les derniers combats survenus, début juillet, ont fait environ 300 morts et ont contraint des milliers de personnes à quitter leurs lieux d'habitation.

Josiane Mambou Loukoula

LIBYE

Mort de trois sous-officiers français en service commandé

Trois sous-officiers français sont tombés en Libye. Ce qui a obligé le gouvernement français à confirmer la présence des forces françaises dans l'est du pays.

L'annonce vient d'être faite par le ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian. Aucune circonstance, aucun nom, aucune date de leur mort n'ont été communiqués, encore moins leur unité d'appartenance.

Le communiqué indique : « le ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian, déplore la perte de trois sous-officiers français décédés en service commandé en Libye. Il salue le courage et le dévouement de ces militaires engagés au service de la France qui accomplissent, tous les jours, des missions dangereuses contre le terrorisme. Le ministre adresse à leurs familles et à tous leurs proches l'expression de ses condoléances, de sa tristesse et de tout son soutien, poursuit le communiqué. Il les assure de la reconnaissance de la Nation ». Le président de la République française, François Hollande, a précisé que trois militaires avaient péri dans un « accident d'hélicoptère ». « En ce moment même, nous menons des opérations périlleuses de renseignement », a-t-il indiqué. Certaines sources font état « de deux membres des services spéciaux près de Benghazi quand leur hélicoptère a été abattu le dimanche par une milice islamiste ». Difficile d'avoir des éléments de réponse fiables.

Noël Ndong

Minusma : les Pays-Bas quittent le Mali plus tôt que prévu

Déjà à court de moyens, les Pays-Bas ont annoncé le retrait de leurs 7 hélicoptères de la Minusma au Mali, pour « un besoin urgent de MCO », compte tenu des conditions locales éprouvantes de leurs matériels.

Déployée depuis 2014 au Mali, la mission néerlandaise est supposée se retirer totalement du pays à la fin de l'année, mais le retrait prématuré de leurs hélicoptères va pénaliser la mission onusienne.

NÉCROLOGIE



Les enfants Oloumba, les familles Etokabeka, Mabona Georges et Indoti, les veuves Oloumba nées Boribongo Hélène et Ezoko Mélanie informent les parents, amis et connaissances ainsi que ceux des villages Bokouele, Lipounou, Ehot, Mokonda dans le district de Tchikapika, la famille de Mossaka et celles des villages Niangué et Bondzalé à Impfondo du décès de leur père, frère et époux Benoît OLOUMBA, président du comité des sages du district de Mossaka, survenu le 14 juillet 2016 au CHU-B

Le deuil se tient au numéro 39 de la rue Tchitondi à Talangai, arrêt de bus Église Kimbanguiste.

La date de l'inhumation vous sera communiquée ultérieurement.

À Dieu nous sommes à Lui nous retournons, puisse le Tout Puissant recevoir en Sa Sainte Miséricorde, l'âme du défunt.



Prosper Mabonzo, journaliste aux Dépêches de Brazzaville, Nkounkou Juge et Tsiabélo Jacques, ont la profonde douleur d'annoncer aux parents, amis et connaissances, le décès de leur grand-mère, mère, Nzoumba Honriette, survenu le samedi 16 juillet à Pointe-Noire. La veillée mortuaire se tient au domicile familial, situé non loin de l'école primaire de Côte Matève dans le sixième arrondissement Ngoyo. La date de l'inhumation sera communiquée ultérieurement.

Charlem Léa Legnoki, Journaliste aux Dépêches de Brazzaville, Messieurs Epiti Faustin Alvarez, Enzongo Yvon Bilbert et Ngambomi Roland tous à Pointe-Noire, ont le profond regret d'informer les parents de Brazzaville, Mossaka, Owando, les amis et tous les ressortissants du district de Mossaka résident à Pointe-Noire, le décès inopiné de leur Sœur et fille, Ebondzo Assy Prodelle Titi, décès survenu le jeudi, 29 juin 2016 à Pointe-Noire.

La veillée mortuaire se tient dans le secteur de Boscongo en face du Camp 31 Juillet à Pointe-Noire.

La date de l'inhumation sera communiquée ultérieurement.



IN MEMORIAM

21 Juillet 2015 - 21 Juillet 2016

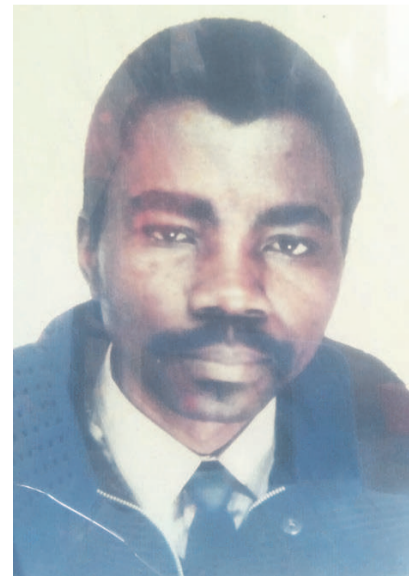


Cela fait 1 an, jour pour jour, que le Très Haut a rappelé à lui notre maman, grande sœur, grand-mère et arrière grand mère, la veuve MPARA née EBOULONZI GANKOUÉ Henriette. Son amour, sa générosité et sa présence affectueuse nous manquent tous les jours qui passent. En cette triste et douloureuse date, les enfants MPARA et la famille EBOULONZI, prient tous ceux qui l'on connue d'avoir une pensée pieuse pour elle.

Aussi, une messe d'action de grâce sera célébrée le Samedi 23 juillet 2016 à 15 h00 en la Cathédrale du Sacré-Coeur de Brazzaville. Un vin d'honneur sera offert à l'issue de la cérémonie dans les jardins de la Cathédrale (Espace Barthélémy BANTANTOU).

Maman, Nānā Ounkourou, Mémé, nous ne t'oublierons jamais!
«Garde mon âme dans la paix, près de toi, Seigneur!» Psaume 4

20 juillet 1996-20 juillet 2016
voici jour pour jour 20 ans que François Longangue



nous a quittés pour l'éternité. À cette occasion, la famille Molongandzeyi, la veuve Longangue née Boyombo Pascaline, les enfants et petits fils prient tous ceux qui l'on connu d'avoir une pensée pieuse en sa mémoire. A cet effet, une messe de repos de l'âme a été dite hier le

20 juillet 2016 à 6 heure en l'église Saint Jean Baptiste de Talangai.

La Famille MOLONGANDZEYI

MUSIQUE

Jacquito wa Mpungu a tiré sa révérence

La veuve de Rapha Bounzeki, née Marie Jacqueline Maziouka plus connue sous le pseudonyme de Jacquito wa Mpungu, a rendu l'âme aux premières heures de la matinée du mercredi 20 juillet 2016 à l'hôpital militaire Pierre Mobengo de Brazzaville, à l'âge de 60 ans.

Selon les premières informations recueillies auprès de son fils aîné Gilles Djibril, Jacquito wa Mpungu aurait fait une crise gastrique aiguë suivie de l'hypertension artérielle dans la journée du mardi 19 juillet. Elle a été immédiatement conduite à l'hôpital militaire Pierre Mobengo de Brazzaville en matinée. Autour de 18h, sa santé se serait stabilisée, mais hélas, c'est après minuit que l'artiste musicienne a tiré sa révérence.

Née le 23 octobre 1956 à Brazzaville, Jacquito wa Mpungu, a été couturière de formation avec certificat en coupe et couture. Son pseudonyme de Jacquito n'est autre que le diminutif de Jacqueline. Choriste à la chorale Ngounga de la paroisse Saint Jean- Marie Vianey de Ouenzé, elle rencontre Rapha Bounzeki autour des années 90 après la sortie de l'album *Parisien refoulé*. Les deux artistes finiront par former un duo et chanté la chanson intitulée *Bouni ba lieli ku Congo ?*, une composition de Jacquito wa Mpungu en téké, qui se traduit en français par « *Qu'est-ce qu'on dit au Congo ?* » Son premier album chanté avec Rapha Bounzeki c'est *Ngonga ya Nzambe ebeti*, qui fort malheureusement a connu une escroquerie de la part du producteur. Mais bien plus tard, elle devient célèbre grâce à son époux, Rapha Bounzeki qui n'a cessé de l'aduler dans presque toutes ses chansons sous l'appellation de Jacquito wa Mpungu- Jacquito wa toma, qui veut dire Jacquito de Dieu- Jacquito la belle.

Avec pour style musical le tradi-moderne, Jacquito wa Mpungu a laissé sur le marché du disque un album intitulé *Cœur-brisé* chanté en hommage à son regretté époux Rapha Bounzeki, décédé le 10 mai 2008 à Brazzaville. Jacquito laisse six enfants dont le dernier est issu de l'union avec Rapha Boundzeki.

Sa veillée mortuaire se tient au domicile familial, sis au 153 avenue Sébastien Mafouta quartier Massissia, arrondissement 8 Madibou.

Bruno Okokana

HANDBALL/BRAZZAVILLE

Petro Orange et Abo-Sport champions de la mi-saison

Les deux formations ont terminé la phase aller du championnat départemental de Brazzaville sur la première marche du podium, respectivement en versions hommes et dames.

Pour sa première saison à ce niveau, Petro Orange a imposé sa force chez les hommes en terminant premier à l'issue de

25-28 face aux Stelliens qui ont su conserver l'avantage obtenu dès la première partie du jeu, avant de retourner aux vestiaires : 16 à 13 était, en effet, le score à la pause.

Ainsi, Petro Orange a enregistré sa toute première défaite depuis le début de la compétition. Laquelle défaite est la bienvenue pour l'entraîneur de

la première fois dans cette compétition. Cette défaite importante pour nous puisqu'elle nous permettra de corriger certaines erreurs », a-t-il fait savoir. Pour Roussel Samba, le grand défi demeure la qualification au championnat national qui assurément leur ouvrira les portes des compétitions continentales de la discipline.

Par ailleurs, chez les dames, c'est Abo-Sport qui a réalisé un parcours sans faute. L'équipe a survolé la phase aller de victoire en victoire. La dernière est celle réalisée devant Ekiembongo 52 à 10, une semaine avant la fin de la manche aller. « *Le secret d'Abo-Sport c'est le travail. Nous sommes animés par la volonté de toujours bien faire* », a en croire son entraîneur Fanfan Malonga qui, lui aussi, espère faire un bon parcours au championnat national, en vue d'une qualification aux compétitions continentales.

Dans les rencontres qui ont bouclé la phase aller du championnat de la ligue de Brazzaville, en hommes, Inter 1 a pris le dessus sur Inter 2 (35-15), tandis qu'en dames Ekiembongo a courbé l'échine devant la DGSP 21-28. Les matchs de la phase retour de la compétition débiteront le samedi 23 juillet.

Rominique Nerplat Makaya



Une des rencontres remportées par Abo-Sport Crédit photo Adiac

la manche aller du championnat départemental de handball. Pourtant, l'équipe a manqué de réaliser un parcours sans faute à cause de sa défaite devant Etoile du Congo, lors de la dernière journée de la compétition. Petro Orange a courbé l'échine

l'équipe vaincue, Roussel Samba. « *Quand on avait mis en place cette équipe, il n'y a pas longtemps, personne ne nous voyait réaliser la performance d'aujourd'hui. C'est à la dernière journée de la phase aller que nous avons été battus pour*

NÉCROLOGIE

Mme Fylla Saint-Eudes Eugénie et enfants, les familles Fylla Saint-Eudes et Makoma, ont la profonde douleur d'annoncer aux parents, ami(e)s et connaissances, le décès de leur mari, papa, frère, oncle, fils : le colonel des Douanes Nono Fylla, décès survenu le 19 juillet 2016 à l'hôpital de Loandjili de Pointe-Noire.

La veillée mortuaire se tient au domicile du défunt, quartier Ngoyo péage à Pointe-Noire.

Pour les parents, ami(e)s et connaissances de Brazzaville, la veillée mortuaire a lieu au domicile familial n° 109, rue Bacongo à Poto-Poto Brazzaville.

La date de l'inhumation vous sera communiquée ultérieurement.



Djason philosophe
The winner, o vencedor, el caliente
& SUPER NKOLO MBOKA

En spectacle SHOW acoustique tous les samedis
à partir de 16h00 au Resto-bar MASSALA
25 bis rue HAOUSSAS Rond point Poto-poto

+242 06 948 19 26 | djasonphilosophe3@gmail.com | Djason philosophe | Djason philosophe

PRESENTATION DU VOLUME 1 DE SON ALBUM

concert
« REGLEMENT INTERIEUR »
SOIREE EN BLANC

DANY DANILU

POUR RIEN KAPSO International

ALLEZ LE NECTAR | Vignes de Brazza | RESTAURANT 100% EN MEXICOISME | ETS: SIEKALIE | S.A. Lufghlanta

MEETING DE L'OPPOSITION DU 31 JUILLET

Le MLC se désolidarise de Tshisekedi et de ses alliés

Le parti de Jean Pierre Bemba s'indigne de n'être pas associé à l'organisation de ce grand rassemblement de l'opposition dont il ne connaît ni les tenants ni les aboutissants.

Il y a quelque temps, l'actuelle secrétaire générale du Mouvement de libération du Congo (MLC), Ève Bazaiba Masudi, sortie de ses gonds, a fait valoir l'indépendance d'action de son parti tout en stigmatisant le rapport vertical qui semblait régenter le « Rassemblement des forces politiques et sociales acquises au changement », la nouvelle plateforme de l'opposition issue de la rencontre de Genva à Bruxelles. Plutôt qu'une affiliation qui diluerait son autonomie d'action, le parti de Jean Pierre Bemba prône un partenariat digne avec le « Rassemblement » qui lui garantit la jouissance de sa liberté. C'est au nom de ce principe que la direction de ce parti politique s'est

décidée de ne pas prendre part au grand meeting que se propose de tenir, le 28 juillet, la Dynamique de l'opposition avec le G7 comme maître d'œuvre. « Personne n'a contacté le MLC. Qui est l'organisateur de ce meeting et comment ça va se passer ? », s'est interrogé Fidèle Babala, le vice-président du groupe parlementaire MLC à l'Assemblée nationale.

Fidèle à sa ligne de conduite, le MLC redoute que son envergure en tant que deuxième force de l'opposition au Parlement ne soit pas prise en compte dans ce grand rassemblement avec le risque de le réduire aux seconds rôles. « Le MLC n'a pas été créé pour être suiviste et il n'est pas concerné par ce meeting », entend-on dire dans les milieux. En fait, l'implication du G7 dans l'organisation de cet événement donnant l'impression d'être aux commandes d'une opposition qu'il vient à peine de rejoindre

n'est pas du goût du MLC. Sans ambiguïté ni hypocrisie, certaines sources proches du parti bembiste tacent ouvertement quelques leaders du G7 d'avoir rallié l'opposition juste pour se blanchir et couvrir certains abus dont ils ont été auteurs lorsqu'ils étaient au pouvoir.

« L'opposition n'est pas une blanchisserie pour des gens qui viennent d'arriver », lâche Fidèle Babala tout en dénonçant l'opportunisme du G7. Ce regroupement politique, ajoute-t-il, « avait défendu la révision constitutionnelle au moment où l'opposition se battait pour contrer cette stratégie maléfique et antidémocratique du pouvoir ». Autant le MLC refuse d'adhérer aveuglement au Rassemblement, autant il n'accepte pas non plus de se ranger derrière Étienne Tshisekedi sans que le jeu ne soit clarifié à l'avance.

Alain Diasso

REFONTE DU FICHER ÉLECTORAL

Les dessous des cartes mis à nu !

Le G7 accuse la Céni de cautionner le glissement du mandat présidentiel en prétextant organiser un nouveau fichier électoral dans le dépassement total du délai constitutionnel.

Alors qu'elle a annoncé pour fin juillet le démarrage de l'opération de révision du fichier électoral en procédant à l'enrôlement province par province, la Céni ne semble pas rencontrer l'assentiment d'une certaine opinion qui perçoit dans cette démarche une manœuvre sordide destinée à consacrer le glissement du mandat présidentiel. Au niveau de l'opposition, l'on est convaincu que la centrale électorale joue le jeu du pouvoir en tentant le plus possible de tirer les choses en longueur de sorte à permettre une rallonge du mandat présidentiel via des opérations préélectorales laborieuses et inscrites dans la durée.

En affirmant que cette actualisation du fichier électoral pourrait prendre seize mois, la Céni s'est

dévoilée dans ses véritables intentions, pense le G7. Au cours d'un récent point de presse tenu à Kinshasa, le vice-président de ce regroupement politique affirme que l'institution électorale est en passe de se livrer à une refonte totale du fichier électoral qui requiert du temps dès lors qu'il s'agit d'enrôler les électeurs province par province. Difficile de couvrir les vingt-six nouvelles provinces en un temps record, ce qui inévitablement va conduire au non-respect du délai constitutionnel pour l'organisation de l'élection présidentielle prévue pour novembre 2016.

Cette situation délibérément créée par la Céni tend à ramener malicieusement les Congolais au recensement général de la population à la base des manifestations du 19, 20 et 21 janvier 2015, se convainc Charles Mwando Nsimba.

Sans au préalable présenter un chronogramme global des opérations d'identification et d'enrôlement, l'empressement de la Céni à démarrer l'opération de révision

du fichier électoral étonne outre mesure d'autant plus qu'en fixant l'échéancier de l'enrôlement, un des éléments du calendrier électoral, la centrale électorale est tenue à fixer la suite du processus électoral « et plus spécialement la date de l'élection présidentielle, soumise à une contrainte constitutionnelle précise et, de surcroît, plus facile à organiser ».

Tout en faisant cette observation, Charles Mwando Nsimba ne s'explique pas que la Céni tarde à publier le calendrier électoral au point de le subordonner à la tenue du dialogue politique. « La Céni a l'obligation constitutionnelle non seulement de convoquer au scrutin présidentiel l'électorat pour le 19 septembre 2016 mais aussi de présenter l'agencement de l'ensemble des opérations électorales. Elle ne peut s'y dérober quelles qu'en soient les raisons fallacieuses et pour quelque prétexte que ce soit (...) », martèle l'ancien vice-président de l'Assemblée nationale. Entre-temps, le temps s'égrène et ce calendrier électoral réaménagé qui devrait donner plus de lisibilité au processus électoral semble ne pas être à l'ordre du jour à la Céni.

Pour l'orateur, tout ceci est la preuve que la coalition au pouvoir n'a pas prévu les élections dans son agenda politique et tout laisse penser que la Céni s'est inscrite dans le schéma du glissement.

En définitive, le G7 pense que l'échéance de novembre 2016 pour la tenue de la présidentielle est possible à tenir « s'il y a bonne foi et volonté politique dans le chef de ceux qui exercent le pouvoir d'État et dirigent la Céni ».

A.D.

JOURNÉE NATIONALE DE LA PRESSE

FFJ, bientôt 7 ans au service d'une presse libre et indépendante en RDC

En sept ans d'activisme, l'ONG, qui se compte parmi les principales organisations de promotion et de la liberté de la presse en RDC, a, dans une approche volontariste, mené une lutte sans merci contre les prédateurs de la liberté de la presse.

À l'occasion de la journée nationale de la presse, célébrée le 22 juillet de chaque année, l'une des principales organisations de défense et de promotion de la liberté de la presse en RDC, Freedom for journalist (FFJ), s'apprete à faire le bilan de ses 7 ans d'âge d'ici septembre.

Née en 2009, cette organisation, initiative d'un groupe de juristes et de journalistes mus par le souci d'une presse à la fois libre et indépendante au pays, a su montrer ses capacités à défendre le droit d'accéder aux sources d'information et le droit du public à l'information. « Sept ans de lutte nous ont valu des brimades et autres humiliations mais nous tenons parce que nous avons un but, celui d'obtenir que le journaliste joue pleinement son rôle sans être inquiet », a expliqué le chargé d'assistance judiciaire à FFJ, Me Nkashama.

Ce responsable de l'organisation a expliqué à la presse que si l'organisation a été officiellement portée sur la place publique en 2009, deux ans auparavant, FFJ s'était déjà signalée dans la foulée des rares organisations de défense des droits civils et politiques dans le pays. « Nous remercions le président de l'Observatoire des médias congolais et le président de l'Union nationale de la presse du Congo qui avaient bien accepté de lancer notre organisation sur un terrain où seule la lutte compte », a ajouté l'avocat.

Une vision précise

La fiche signalétique de l'organisation renseigne qu'à sa création, l'organisation poursuit des objectifs bien précis que sont la promotion et la défense de la liberté de la presse sur toute l'étendue de la RDC, avec une perspective de s'étendre sur la sous-région des Grands lacs africains, une assistance pratique des professionnels des médias dans l'exercice de leur métier; une assistance judiciaire aux journalistes poursuivis pour fait quelconque lié à l'exercice de leur métier; l'organisation de formations déontologiques dans l'optique de renforcer les capacités des professionnels

des médias dans l'observance des règles professionnelles et la participation à l'œuvre de développement de la presse et de la démocratie en RDC et en Afrique, seule ou en association avec d'autres organisations poursuivant le même objectif.

Bilan risqué et le sens d'un combat

En sept ans d'activisme, FFJ a mené une lutte sans merci contre les prédateurs de la liberté de la presse. « Dans une approche volontariste, notre lutte ne nous a mis à l'abri des menaces et d'agressions », a soutenu Me Nkashama, qui parle d'un bilan largement positif dans ce parcours de combattant. Le juriste a renseigné que la célébration de sept ans d'âge de FFJ pourra avoir lieu le 2 novembre en référence à la célébration de la Journée internationale de la lutte contre l'impunité des crimes visant les journalistes, instituée par les Nations unies. Les archives rappellent le périlleux combat de l'organisation pour la libération du journaliste Diana, incarcéré à la prison centrale de Makala. De même que celle du journaliste Mukebayi, incarcéré dans la même institution pénitentiaire. « Cette bataille pour la libération des deux journalistes avait exposé les animateurs de l'organisation au péril de leur vie », a souligné ce responsable de FFJ. Outre les cas d'alertes quotidiennes contre des violations des droits des journalistes, FFJ a apporté gratuitement une assistance judiciaire aux journalistes qui étaient poursuivis devant les cours et tribunaux. Dans ses rapports annuels sur la liberté de la presse au pays, FFJ qui élabore un monitoring annuel sur les typologies de violations des droits de journalistes a su donner le sens à sa lutte pour enfin être considérée comme l'une des sérieuses structures engagées pour une presse libre au pays. De mémoire des journalistes, FFJ a été au four et au moulin sur toute question touchant à la presse. Outre une campagne nationale d'assistance légale gratuite lancée en 2013 par l'ONG, FFJ a apporté sa contribution à l'élaboration de l'ébauche de la nouvelle loi sur la liberté de la presse en remplacement de la loi 096-002 du 22 juin 1996 fixant les modalités de l'exercice de la liberté de la presse.

Lucien Dianzenza



Le siège de la Céni sur le boulevard du 30 juin

COOPÉRATION

L'ambassadeur d'Égypte en RDC visite l'hôpital ex-Mama Yemo

La visite du diplomate de la République arabe d'Égypte lui a notamment permis de confirmer l'aménagement prochain du Pavillon égyptien au sein de cette formation médicale et de se rendre compte de l'utilisation des matériels que son pays a récemment offerts à cet hôpital.

L'ambassadeur de la République d'Égypte en RDC, Hany Salah Moustafa, a visité le 19 juillet l'Hôpital provincial général de référence de Kinshasa (HPGRK), l'ex-hôpital Mama Yemo. La descente sur le terrain lui a permis de se rendre compte de l'utilisation des matériels récemment offerts par l'Égypte à la RDC et d'évaluer les besoins de cette formation médicale en termes d'équipements, de formation. « L'ambassadeur a tenu à voir si ces équipements sont utilisés en bon escient », a noté le médecin directeur de cette formation médicale, le Dr Diabeno Tombe. Confirmant ces dires du médecin congolais, le diplomate égyptien a dit : « J'ai fait un tour de l'hôpital



L'ambassadeur Hani Salah et le Lt Colonel Constantin Mbadinga, suivant des explications sur la formation donnée au CFRN photo Adiac

avec le médecin directeur, le Dr Diabeno, tous les équipements sont bien utilisés, ils ne sont pas en stockage. J'ai vu également des patients qui bénéficient de ces matériels, chose pour laquelle je suis satisfait ».

Cette troisième visite d'Hany Salah Moustafa à l'hôpital ex-Mama Yemo rentre dans le cadre de la volonté de la Ré-

publique arabe d'Égypte d'accompagner la RDC dans son processus de développement, particulièrement, dans le domaine de la santé.

Plusieurs projets pour HPGRK

Pour cet hôpital, l'Égypte prévoit d'organiser des formations pour les médecins, les infirmiers et les administratifs et,

dans le cadre des échanges, envoyer des médecins égyptiens en RDC pour accompagner le travail qui se fait sur le terrain. Il est également prévu, avec le don égyptien, de construire un grand centre de santé en RDC qui sera, selon lui, comme le plus grand centre médical étranger dans le pays.

Il est rappelé qu'après avoir équipé les pavillons 12 et 14 de HPGRK, l'Égypte a également fourni des matériels pour les départements d'imagerie médicale, d'ophtalmologie, de la gynécologie-obstétrique, d'anesthésie et réanimation (salle d'urgence) ainsi que celui de chirurgie. L'ambassadeur Hany Salah Moustafa a également souligné que l'Égypte prévoit d'aménager (réhabilitation et équipement) tout un pavillon, baptisé Pavillon égyptien. Dans le cadre de ces apports de la République arabe d'Égypte et de l'Agence de développement égyptienne qui sont déjà sur pied, des médecins, infirmiers et techniciens égyptiens y tra-

vaileront à côté des Congolais.

Une visite au CRFNI

Avant HPGRK, l'ambassadeur d'Égypte en RDC a visité le Centre régional de formation en navigation intérieure (CRFNI) situé dans les installations de l'École de navigation de l'ex-Onatra, à Kanka, dans la commune de Kalamu. Sur place, Hany Salah Moustafa, qui a été reçu par le directeur de cette école, le lieutenant colonel Constantin Mbadinga, a visité les différentes installations de ce centre, avant de faire la promesse de plaider pour une intervention de son pays au bénéfice de cette école sous-régionale, qui organise deux filières de formation : celle de mécanicien naval et de capitaine. Le CRFNI, note-t-on, est un centre organisé par la Commission internationale du Bassin Congo-Oubangui-Sangha afin de former le personnel navigant et administratif qualifié, capable de répondre aux exigences et normes internationales.

Lucien Dianzenza

RETOMBÉES D'UN ARRÊTÉ MINISTÉRIEL

Surchauffe sur le marché du ciment gris

La décision du ministre de l'Économie de suspendre l'importation du ciment gris pour trois mois dans la partie ouest du pays est à la base de la spéculation entretenue actuellement sur le prix de ce produit notamment à Kinshasa.

Depuis la signature, le 19 juillet, de l'arrêté du ministre de l'Économie interdisant pendant trois mois toute importation du ciment gris, des barres de fer et du sucre dans la partie ouest du pays (Kinshasa, Kongo central et l'ex-Bandundu), la spéculation sur les prix de ces produits a repris son cours au grand dam des consommateurs. Bien que Modeste Bahati ait justifié sa décision par la nécessité de lutter contre la fraude qui, selon lui, constitue une menace sérieuse sur l'industrie nationale, les conséquences sur le plan social sont énormes. Plusieurs chantiers notamment dans la ville de Kinshasa ont dû fermer faute d'approvisionnement en ciment dont le prix a, depuis lors, connu une hausse de 5%, voire de 10% à certains endroits.

Le sac de 50 kg se vend désormais à Kinshasa à 15.000 FC soit 15,69 dollars contre 10.000 FC équivalant à 10,46 dollars auparavant. Cette fluctuation a déstabilisé de nombreux foyers et, surtout, les gagne-petit qui espéraient profiter de la baisse du prix du ciment gris pour construire. Avec ce renchérissement presque inattendu, la désillusion est totale d'autant plus qu'il faudra revoir le budget pour être en phase avec la nouvelle donne imposée par l'arrêté du ministre. C'est dire que pendant trois

mois durant, le ciment en provenance d'Angola dont raffolaient les Kinois en raison de sa qualité n'aura plus accès dans la capitale. Ayant sans doute mesuré le danger que renferme cette mesure jugée inadéquate et improductive par les membres du patronat congolais, le gouverneur du Kongo central a finalement autorisé l'entrée dans sa province des camions-remorques chargés des sacs de ciment gris en provenance de Luanda via le poste de Lufu. Une mesure salutaire qui a permis non seulement de décongestionner les postes frontaliers, notamment celui de Lufu, où étaient bloqués lesdits camions mais aussi de rétablir la paix sociale mise à mal par la décision du ministre. Seules les importations en cours bénéficiaires d'une dérogation et en règle avec le fisc ont été autorisées d'accès au Kongo central, a-t-on appris. « Les autres importateurs doivent remplir les formalités conformément aux textes légaux, en payant aussi la taxe de la DGDA pour le compte de la province », a déclaré le gouverneur Jacques Mbadu. Une bien maigre consolation qui ne résout pas la problématique que pose la forte spéculation entretenue actuellement sur le prix du sac de ciment sur fond d'une demande sans cesse croissante difficile à résorber à cause de la faible production locale. Dans les milieux concernés, une demande expresse est faite au ministre Modeste Bahati pour qu'il annule simplement son arrêté qui ne cadre pas avec la réalité du terrain.

Alain Diasso

FORMATION

Les journalistes outillés sur le genre et les violences sexuelles

Trente professionnels des médias, membres du Réseau de journalistes amis de l'enfant (RJAE), ont suivi du 19 au 20 juillet à l'hôtel en Vrac une initiation sur le genre et les violences sexuelles. L'atelier, animé par l'administrateur chargé de la communication pour le développement à l'Unicef, Antoine Kabinga, a été organisé sur l'initiative dudit réseau dirigé par Mme Bibiche Mwika avec l'appui de l'Unicef.

L'objectif poursuivi au cours de cet atelier participatif vise à réduire l'impact des inégalités liées

la compréhension des membres de la communauté des liens existant entre le genre et le dévelop-



Les journalistes en pleine formation

au genre parmi les membres de la communauté ou des structures organisées par des professionnels des médias. Cela afin de familiariser la communauté aux concepts de base et des approches pour analyser les rôles, les rapports et les situations dans une perspective du genre; renforcer la compréhension du processus de construction sociale du genre et de son rôle potentiel dans la promotion des valeurs et normes socioculturelles positives; favoriser

pement... Les différents modules développés par le facilitateur, Antoine Kabinga, ont permis aux journalistes de renforcer davantage leurs connaissances sur la question du genre. Le genre, soutient le facilitateur, n'est pas une question qui concerne uniquement les femmes. C'est une compréhension erronée du genre. Il est plutôt, explique-t-il, une construction sociale de rôles entre l'homme et la femme. La question

du genre, reconnaît-il, est une question de développement, il implique la reconnaissance du travail de la femme en tant qu'actrice de développement.

Faisant le parallélisme entre le genre et le sexe, Antoine Kabinga a souligné que le genre est un acquis culturel, il évolue dans le temps et l'espace, il diffère avec les cultures et périodes. Le genre

est donc modifiable. Par contre, le sexe est inné et biologique, il est immuable et universel. Pour le facilitateur, le genre doit tenir compte de la participation et de la contribution de la femme. Les violences liées au genre, les causes et les types de violences, les normes sociales sont autant de modules développés par le facilitateur qui a invité les journalistes à développer une communication publique sans stéréotypes.

Aline Nzuzi

MUSIQUE

Le Fiet célèbre Papa Wemba

Entièrement dédiée à la mémoire de la défunte star qui fut le premier parrain de l'événement, la soirée de gala marquant le lancement de sa 9e édition, qui établira ses quartiers derrière le chapiteau du GB, du 22 au 24 juillet, a pour affiche Sekouba Bambino (Guinée Conakry), Monique Seka (Côte d'Ivoire), Barbara Kanam, Fabregas et Tshala Mwana.

Le dress code ou code vestimentaire de la soirée d'ouverture du Festival international des étoiles (Fiet) est le noir et blanc. Les hôtes de marque attendus, le 22 juillet, au village du festival viendront y célébrer la culture mais aussi la mémoire de feu Papa Wemba avec les mélomanes kinois. Serge Kayembe, promoteur de l'événement, a, sur les ondes de Radio Okapi, souligné toute l'importance accordée à ce qu'il tient pour un acte de reconnaissance envers l'illustre disparu. « Le vendredi 22 juillet, nous viendrons célébrer Papa Wemba. Et je ne pense même pas que l'hommage suffira. Papa Wemba, pour la petite histoire, est le tout premier parrain du Fiet. C'est l'homme qui a cru en ce festival à Paris. Il a accepté de nous donner la chance en parrainant ce festival. C'est lui qui a fait monter Meïway pour la première fois sur la scène de ce festival », a-t-il affirmé.

Par ailleurs, Serge Kayembe a précisé que les trois jours consacrés

au Fiet donneront lieu à quatre grandes activités dont le village culturel d'exposition sera permanent. Elle tiendra du début à la fin du festival de sorte à permettre aux visiteurs de découvrir les jeunes talents créateurs d'œuvres artistiques. Parmi les artistes et artisans qui seront de la partie, l'on comptera notamment des sculpteurs, décorateurs, peintres, maroquiniers, etc. Le promoteur de l'événement de rappeler que le Fiet se veut avant tout une vitrine culturelle. Il est conçu de façon à être véritablement un lieu d'expression de la culture congolaise, de sorte que les créateurs et fabricants d'articles divers faits à base de produits naturels locaux y présentent leurs diverses réalisations.

Mode, beauté et musique

En dehors de la remarquable affiche de la soirée d'ouverture sont annoncés d'autres noms importants de la musique du continent répartis sur les deux autres journées du Fiet. Ainsi, au lendemain



de l'ouverture, le 23 juillet, se produiront Delvis El Salsero, Faya Tess et JB Mpiana comme clou de la soirée. Ce sont là les trois chanteurs qui investiront le podium du Fiet à l'occasion de « La nuit de la mode, de la beauté et de la musique ». La thématique de la soirée est à percevoir comme un clin d'œil au grand sapeur que fut Papa Wemba. Au menu de la soirée du Fiet, outre les prestations des stars susmentionnées,

il est prévu une présentation de prêt-à-porter congolais. Les réalisations actuelles de couturiers locaux seront vues à l'occasion d'un défilé de mode organisé sous la direction artistique de l'agence Decrys business. Les créateurs de mode annoncés sont Bitshilux, Fusion fashion et Carine Pala. Et, à cette occasion, la boutique Espace mariage qui sera également de la partie entend proposer les

dernières collections des robes de mariées.

Avant d'en arriver à la soirée, il est prévu samedi « une matinée chrétienne ». Une innovation introduite cette année pour lancer la première édition du Gospel Fiet. Elle va s'articuler sur un concours à destination de jeunes chanteurs chrétiens avec, à la clé, un mini-album de quatre chansons assorti de clips vidéo et six mois de production offerts par le groupes Sek production et Baraka Sarl, coorganisateur du Fiet. En marge du concours est annoncé un show de musique chrétienne qu'animeront les frères Mardochée Kayembe, Michel Hardy, Mike Kalambay, Guellord Bosekwa et Nelson Kikem.

Quant à la clôture du Fiet, le 24 juillet, elle se fera autour d'un barbecue en famille. « C'est la tradition au Fiet, les gens viennent en famille », a rappelé Serge Kayembe. D'où la proposition d'une affiche assez jeune en journée avec la jeune recrue de Sek production, Rebecca Rio, Youssoupha et Trésor Mvoula de Brazzaville. Et, en dernier ressort, pour une ambiance beaucoup plus festive et survoltée, Jossart Nyoka Longo et son Zaïko Langa langa vont boucler la boucle.

Nioni Masela

HALLE DE LA GOMBE

Fred Kabeya clôture la saison musicale

Deuxième concert qu'il va livrer ce mois, après le premier du samedi 2 juillet au Pullman Grand Hôtel Kinshasa, son show de ce mardi 19 juillet est le dernier inscrit dans l'actuel agenda de l'Institut français (IF).

Fred Kabeya s'apprête à investir à nouveau le podium près de quinze mois après sa dernière prestation à la Halle de la

Gombe dont le répertoire fait de compositions personnelles comporte certains chants en langues nationales, notamment en kikongo et en lingala. Parmi ses titres figurent Kimia, Sikoyo, Shegué, Ne touche pas à ma maman, Jeux d'enfants et Zola nge. Il y évoque plusieurs thèmes qui sont le plus souvent: l'amour, la solidarité et la paix. À la guitare, son instrument de prédilection qu'il a, d'ailleurs, presque toujours



Fred Kabeya avec son groupe en concert à la Halle de la Gombe

Gombe, en mai 2015. D'entrée libre, ce concert prévu à partir de 19h00, heure habituelle des rencontres vespérales de l'IF, est l'un des premiers qui consacrent les six ans de carrière du chanteur qui est aussi bon guitariste.

La musique de Fred, que l'IF dit exceptionnelle a l'avantage de mêler différents styles. Salsa, R&B et rumba, ponctués de rythmes de différentes provinces de la RDC en sont les principaux ingrédients. D'aucuns se plaisent à l'écoute du mu-

en bandoulière, Fred associe la batterie et le tam-tam qui sont très présents dans sa musique. Ainsi, ceux qui le connaissent savent que les percussions et le dialogue des guitares en sont les principaux atouts. Le chanteur qui a une âme de poète s'annonce tel un « observateur attentif d'une société quelque part déboussolée et qui cherche de nouveaux repères ». Ce bout de phrase est extrait de Jeux d'enfants, un titre disponible sur Youtube.

N.M.

VIE DES CLUBS

Vickbo Kasongo a démissionné de la présidence de Lupopo

Le FC Saint-Eloi Lupopo n'a plus de comité sportif depuis la démission de son président Vickbo Kasongo. Il s'est retiré suite à la forte pression des supporters qui l'accusent d'être à l'origine des contre-performances du club au Play-Off du championnat national de football.

Le FC Saint-Eloi Lupopo traverse une période trouble. Le président sportif de ce club omnisport, Vickbo Kasongo, a démissionné de son poste, le vendredi 15 juillet 2016, au travers d'une correspondance adressée aux dirigeants de la Société nationale de chemin de fer (SNCC), propriétaire du club. Cette démission, indique-t-on, fait suite à une crise au sein de l'équipe et la série

bashi qui ont fini à l'avant-dernière place de Play-Off juste devant Muungano du Bukavu. L'on se rappelle que l'entraîneur Raoul Jean-Pierre Shungu avait lui aussi claqué la porte du club, se plaignant de prendre parfois en charge certains frais. La crise au sein de Lupopo a la peau dure. Déjà en 2014, Vickbo Kasongo avait démissionné sur pression de mêmes supporters après une série de défaites qualifiées d'« humiliantes » face au TP Mazembe, son rival de tous les temps, et d'autres clubs engagés au Play-Off de la Division 1. Mais il était revenu sur sa décision. Mais cette fois-ci, il y a peu de chance de revoir Vickbo Kasongo revenir à la tête des Cheminots de Lubumbashi. La Division des sports de la SNCC va devoir orga-



Le FC Saint-Eloi Lupopo de Lubumbashi (photo d'archive Léopardfoot.com)

des résultats médiocres enregistrés au Play-Off du championnat national de football. Alors que Vickbo Kasongo rendait le tablier, une frange importante des supporters ont approuvé sa démission ; car, moult plaintes ont été formulées à l'encontre du comité dirigé par le président démissionnaire accusé de ne plus prendre en charge l'équipe et surtout d'être à l'origine des contre-performances des Cheminots de Lubum-

niser une assemblée générale extraordinaire afin d'élire un nouveau comité sportif du club bleu et or de l'ex-Katanga. Et l'on apprend que deux anciens dirigeants des Cheminots seraient prêts à reprendre le tablier rendu par Vickbo Kasongo. Il s'agirait du député national Faustin Bokonda et du ministre provincial Nazem Nazembe.

Martin Engimo

VIE ASSOCIATIVE

Démarrage officiel de la tournée départementale conjointe des associations AASDPAC, CRCC et UNA

Cette tournée a officiellement débuté le 16 juillet à Brazzaville en présence des responsables et membres de l'Association d'aides et de soins à domicile pour personnes âgées du Congo (AASDPAC); la Confédération des retraités contractuels du Congo (CRCC); l'Union nationale de l'aide, des soins et des services aux domiciles (UNA); quelques représentants du gouvernement de la République et divers invités. Cette tournée concerne tous les départements du Congo et s'achèvera le 17 août prochain

« Enjeux et perspectives du développement durable et de la gérontologie pour un dispositif de santé publique innovant et créatif des valeurs », tel est le thème de cette tournée. Signifiant pour sa part son intérêt, le président de l'AASDPAC, Auguste Valairy Loko, a indiqué que cette tournée se fixe plusieurs objectifs, notamment des séances de travail avec les directeurs départementaux des affaires sociales et ceux de la santé en vue de dresser avec ces derniers un état de lieux sur la situation des personnes âgées de 60 ans et plus dans leurs départements respectifs; la création des centres locaux de coordination gé-



rontologique (CLCG) avec diverses missions.

Pour l'orateur, l'AASDPAC contribue par ses actions à l'amélioration de la qualité de vie des personnes âgées au Congo à travers la promotion de la santé, l'accès équitable

aux services de santé et des soins à domicile chez les personnes vulnérables comme cela est prôné dans le programme de société du président de la République Denis Sassou N'Guesso.

« Aujourd'hui les activités de san-

Le lancement officiel des activités Adiacité communautaire et de diagnostic au profit des personnes âgées en situation de dépendance ou non développées par l'AASDPAC à l'aide de son matériel médical et le diagnostic mobile, se présentent sous forme d'un panel de presta-

tions, fourni 7 jours sur 7 et s'inscrivent dans la continuité des soins à domicile sur prescription des centres de santé intégrés, des hôpitaux de base, des cliniques avec l'objectif de faciliter plus longtemps le maintien à domicile », a signifié Auguste Valairy Loko.

Faisant la lecture de l'allocution de la ministre des Affaires sociales, de l'action humanitaire et de la solidarité, le directeur général de ce ministère, Christian Rock Mabiala a rappelé que cette tournée intervient alors que le Congo vit un moment décisif de sa politique de protection sociale, en partenariat avec l'Organisation mondiale de la santé (OMS). « La coopération AASDPAC-CRCC-UNA permettra au ministère des Affaires sociales de bénéficier de l'expertise réciproque pour le bien-être des populations congolaises vieillissantes », a-t-il déclaré. En plus du ministère des Affaires sociales et d'autres partenaires, cette tournée doit sa réussite à un appui particulier de la société Total E&P Congo et du ministère de l'Enseignement technique et professionnel, de la formation qualifiante et de l'emploi.

Séverin Ibara

FIEF

Germaine Ololo plaide pour la création d'un fonds de soutien à la culture

Tenant compte des difficultés que rencontrent de plus en plus les artistes dans l'exercice de leur métier et les opérateurs culturels dans l'organisation des événements culturels, la directrice de la compagnie artistique Issima, Germaine Ololo a plaidé, le 15 juillet lors de l'ouverture de la 5^e édition du Festival international d'expression féminine (Fief) pour la création par le gouvernement, d'un fonds destiné à soutenir la culture dans le pays.

Ouverte par Vivien Fabien Obongo, directeur départemental des arts et lettres de la ville, cette édition qui s'est tenue en une soirée a eu pour marraine Marie Fernande Catherine Deckambi Mavoungou administrateur maire de l'arrondissement 4 Loandjili. Et c'est avec beaucoup d'émotions que Germaine Ololo (qui est aussi comédienne, conteuse et secrétaire général d'Arterial network Congo) s'est exprimée à cet événement qui a failli être annulée cette année.

En effet, prévu du 11 au 15 mai dernier, l'événement a été reporté à deux reprises faute de soutien. La 5^e édition du Fief n'a pu se tenir que grâce à l'appui, en grande partie des individualités et amoureux, de l'association Afrique image, de quelques structures (CPGOS de Total E&P Congo, groupe Pella Yombo, My Lord, Gramon assurance, AVS audio) ainsi que des organes de presse de la place.

Notons que c'est grâce à la persévérance de Germaine Ololo que le Fief, espace destiné à rendre plus visible la femme sur le plan artistique, continue de se tenir. C'est pourquoi, s'exprimant au nom des artistes et acteurs culturels de la place, et outre l'appel au soutien lancé aux autorités et entreprises de la place, la directrice de la compagnie Issima a invité le gouvernement à mettre en place un fonds de soutien à la culture. « Si



Germaine Ololo

ce fonds de soutien peut voir le jour, je vous assure qu'au lieu que les artistes et promoteurs culturels courent derrière les sponsors, ce sont eux qui vont courir derrière nous pour solliciter des espaces lors des événements culturels», a-t-elle indiqué estimant que pour un pays comme le Congo qui aspire à l'émergence, cela ne peut se faire sans la culture : « On ne peut pas parler d'émergence sans qu'on investisse dans la culture », a-t-elle dit.

La 5^e édition du fief a été organisée avec la collaboration du chapitre national Artériel Network. De ce fait, dans son mot, Djo Fély Balendé, président national de ce réseau dynamique de la société civile qui œuvre pour le renforcement et la croissance du secteur créatif africain, a plaidé pour la formation des acteurs cultu-

rels. A cela, il faut ajouter la création des salles de spectacles, des espaces d'expression qui font vraiment défaut dans la ville.

Ainsi, malgré les difficultés, la 5^e édition du Fief a vécu, notamment avec un conte (soir au village) avec Préférée Banzounzi, conteuse comédienne et actrice, qui a capté l'attention du public attendant le dénouement de l'histoire passionnant des trois fils qui voulaient épouser la même fille. La mode a été au rendez-vous avec Clovy Andrane Mbamba Tsongola, Prestige Géoline Mir-Ose et Manscie La Chaise, trois mannequins qui ont défilé pour présenter les créations de la styliste congolaise Amélia Mbi-zi dite « Bijou », une autodidacte et passionnée de mode depuis l'âge de 13 ans qui a été très ovationnée. Le public a chanté et dansé avec Paul Nadège alias Aminata, ancienne chanteuse et danseuse du groupe tradi-moderne Lelu Lelu, qui s'est lancée dans une carrière solo. Avec ses chants en langue vili et ses pas de danse bien exécutés et digne d'une fille du terroir Aminata a pu séduire l'auditoire.

Outre, les femmes, la scène du Fief a aussi reçu le comédien Ange Pemo qui a fait une séquence de lecture très mouvementée et tenu le public en haleine durant sa prestation. Une projection du documentaire « Aude à la femme » produit par la compagnie Issima a aussi été faite.

Notons que la soirée du Fief a connu la présence de Robert Tinou directeur départemental des Arts et lettres du département du Kouilou, de Madeleine paka Zoulouka, directrice départementale de l'intégration de la Femme de Pointe-Noire.

Lucie Prisca Condhet N'Zinga

MUSIQUE

La sanza de Papa Kourand ne résonnera plus

André Nkouka dit Papa Kourand, émérite joueur de la sanza vient de quitter la terre des hommes à l'âge de 81 ans. Il était l'une des dernières virtuoses du Likembé ou Kisansi, genre de piano à pouces constitué de lamelles en métal ou en bois fixées sur une caisse encore en vie, après la disparition il y a quatre ans, d'Antoine Moundanda.



L'histoire de Papa Kourand est intimement liée à la sanza, son instrument de prédilection dont il ne se séparait presque jamais. Chez lui, dans la rue, lors des manifestations ou spectacles, la sanza était son mode d'expression. De sa voix rocailleuse et mélancolique, il égayait le public à sa manière. Issu des parents chrétiens, Papa Kourand qui fréquente régulièrement les paroisses catholiques se fait remarquer par sa voix dans les différentes chorales. Les anciens de l'église remarquent son talent et l'aident à chanter avec les accords et à harmoniser sa voix dans l'orchestration.

C'est dans les années 1950, que son talent va vraiment s'exprimer dans la musique chrétienne mais aussi dans celle dite populaire de l'époque à travers les rythmes tels Zebola, le walla, le maringa, la rumba, le polka piqué...qu'il va admirablement exécuter.

Sa rencontre avec Antoine Moundanda dans les années 1960 va donner une autre dimension à sa

carrière. Ensemble, ils créent le groupe musical « Likembé géant » avec lequel ils vont se produire partout à travers le monde et laisser des souvenirs inoubliables, lors du 1^{er} festival mondial des arts nègres de Dakar en 1966. Après ce déclic, ce fut une succession de spectacles au Congo et ailleurs pendant près de trente ans. Il y a 10 ans, Papa Kourand, invité au festival des musiques métisses d'Angoulême en France, a laissé une bonne impression. Il fut ensuite sollicité par d'autres festivals pour prêter mais à cause de sa santé vacillante, il ne put les honorer tous. Des ennuis de santé qui vont le précipiter à la mort, le 4 Juillet à Brazzaville.

Né le 10 novembre 1935 à Goma Tsé-Tsé dans le département du Pool, Papa Kourand a enregistré deux albums : Ecole du savoir et les merveilles de la sanza.

Hervé Brice Mampouya

UNION AFRICAINE

Jean-Claude Gakosso évoque les « grandes avancées » du sommet de Kigali

Le ministre des Affaires étrangères, de la Francophonie et des Congolais de l'Étranger, Jean-Claude Gakosso, a salué lundi à Kigali, les décisions du 27^e sommet de l'Union africaine tenu les 17 et 18 juillet dans la capitale rwandaise.

Lors d'un point de presse avec un groupe de journalistes congolais, le chef de la diplomatie congolaise a qualifié de « grande avancée » la volonté des chefs d'Etat et de gouvernement africains d'affranchir l'Union africaine de sa dépendance financière : « La grande décision qui aura marqué ce sommet est probablement celle prise par les chefs d'Etat de financer notre Organisation par le biais d'une taxe sur l'importation », a déclaré Jean-Claude Gakosso pour qui l'autofinancement va permettre à l'Union africaine de prendre ses décisions en « toute indépendance » et l'épargnera de certaines formes d'ingérence.

Le ministre a estimé que « Si l'ensemble des 54 États africains met en œuvre cette décision,

on pourrait recueillir près de 1,200 milliard de dollars, ce qui est largement au-dessus des besoins de l'UA, le budget actuel étant de 488 millions de dollars. Le problème des Africains est la volonté politique. Il me semble que cette fois-ci, la volonté y est ». Jean-Claude Gakosso a aussi évoqué le « coté visionnaire » des chefs d'Etat de l'Union en lançant un passeport africain : « L'objet principal de l'Union est l'unité et l'intégration. Ce passeport vient un peu forcer le destin parce qu'il y a des pays qui traînent le pied lorsqu'on décide de simplifier les procédures au niveau des frontières pour une fluidité des biens et des personnes. C'est une avancée considérable », a commenté le ministre congolais qui appelle tous les États africains à appliquer cette « décision consensuelle ». Un optimisme qui tient au fait entre autres que : « c'est une décision consensuelle qui s'impose aux États membres. Or nous n'avons pas vu en ce sommet, un État émettre des réserves à ce sujet ».



Le ministre Jean-Claude Gakosso

Le ministre congolais des Affaires étrangères a également eu quelques mots sur le lancement par l'Union africaine, du processus du retrait de l'Afrique de la Cour pénale internationale (CPI) ratifié par une trentaine d'États africains dans les années 2000. Pour Jean Claude Gakosso l'idée au début était de mettre fin à l'impunité sur l'ensemble de la planète : « Au départ on a pensé que c'était une

coïncidence lorsqu'on a vu défiler à cette Cour rien que des Africains. Au fil des ans ce qui n'était qu'une impression s'est affirmé comme une réalité que cette Cour s'acharnait sur les Africains », a dit le ministre.

Jean-Claude Gakosso a poursuivi son propos en expliquant que : « Les Africains n'ont jamais été à l'origine ni d'une guerre mondiale, ni d'une guerre de

conquête, mais il se trouve qu'à la CPI, c'est Jean-Pierre Bemba, Laurent Gbagbo, Charles Taylor. Il s'en est fallu de peu que Mme Gbagbo aussi aurait passé à la CPI. Et on ne sait pas ce qu'ils sont en train de mijoter en ce qui concerne d'autres situations ». Pour le ministre congolais des Affaires étrangères, l'Afrique ferait mieux de quitter cette Cour qui du reste n'a pas été ratifiée par des grands pays comme les États-Unis d'Amérique, la Russie, la Chine, Israël et tant d'autres importantes nations sur l'échiquier international. « Pour l'instant nous restons membres de la CPI, mais il y a un processus qui est en marche, celui de régler nos affaires africaines nous-mêmes sur notre continent », a précisé Jean-Claude Gakosso.

Le 27^e Sommet de l'Union africaine s'est tenu en présence de plusieurs chefs d'Etat et de gouvernement dont le Roi Mohamed VI du Maroc qui, à l'ouverture, a annoncé le processus de retour de son pays dans l'organisation panafricaine.

Les Dépêches de Brazzaville

INFRASTRUCTURES

Le stade de Madingou prêt à accueillir la finale de la Coupe du Congo

D'une capacité de 7000 places assises, le stade de Madingou, dont l'aire de jeu est en matière synthétique comme celle de Ouesso, relèvera le pari d'abriter le 14 août, la finale de la Coupe du Congo.

Le ministre des Sports et de l'éducation physique, Léon Alfred Opimbat et le président de la Fédération congolaise de football, Jean Michel Mbono, en compagnie de quelques techniciens, ont affiché leur optimisme, le 19 juillet à l'issue de la visite du chantier. Construit par la société chinoise Zhengwei technique Congo, les travaux de ce stade sont réalisés à 95,73%. De septembre 2015 à juillet 2016, soit 11 mois, près de 350 personnes dont 12 Chinois à l'encadrement, 88 Chinois ouvriers et 250 ouvriers congolais ont été mobilisés pour offrir aux finalistes, un terrain de football de 110x75, répondant aux normes internationales. Les plaintes des techniciens ont été prises en compte, dont la construction de la structure est en béton. Ce stade de football possède quatre vestiaires et quatre tribunes.

Contrairement à Ouesso où le marquoir se trouvait un peu devant les spectateurs, celui de Madingou est placé à l'endroit idéal. Les poteaux électriques se trouvent, cette fois-ci, à l'extérieur du stade et les lignes des buts qui avaient été mal tracées à Ouesso ont maintenant obéi aux normes internationales. Le seul bémol : l'oubli des supports sur lesquels peuvent s'appuyer les poteaux de corners. « Ce sont des compliments que nous devons faire aux Grands travaux, parce que de Kinkala



Léon Alfred Opimbat, Jean Michel Mbono et le préfet de la Bouenza visitant le chantier du stade (Adiac)

jusqu'à Ouesso, on a dû faire de remarques. A Ouesso par exemple, le marquoir était un peu avancé, les poteaux électriques étaient dans le stade. Maintenant tout est bien fait. Nous allons assister à une compétition normale avec les poteaux qui sont normaux », a commenté Jean Michel Mbono, l'organisateur de la Coupe du Congo. Léon Alfred Opimbat n'a pas aussi caché sa satisfaction quant à l'évolution des travaux. « Nous sommes venus ici parce que nous avons le devoir de suivre la réalisation. L'avant-finale, il faut que nous venions pour faire une sorte de validation avec les techniciens, que les compétitions vont se

dérouler d'une manière réglementaire », a expliqué le ministre des Sports et de l'éducation physique. Pendant la visite

lement se poursuivre après la Coupe du Congo. Très content de l'évolution des travaux, le ministre des Sports et de l'Édu-

nement s'emploiera à doter la Likouala et le Kouilou des infrastructures de qualité.

Le préfet du département de la Bouenza était l'homme le plus heureux. Pour lui, la municipalisation de la Bouenza est exceptionnelle parce que son département a eu ce que les autres n'ont pas eu la chance d'avoir. « Ce joyau est un cadeau que le président de la République vient d'offrir à cette jeunesse. Nous n'aurons pas seulement que ce joyau. Nous avons aussi un stade à Nkayi peut-être pas aux mêmes dimensions et un autre de 2500 places à Mouyondzi », a commenté Célestin Tombé Kendé. Ce complexe a-t-il expliqué est placé à l'actuel endroit c'est-à-dire en face de l'hôpital général en construction dans le but d'unifier les deux entités de Madingou : Madingou Gare et Madingou Cité administrative. « Madingou c'était un grand village. En plaçant ce stade en face de l'hôpital général, cela nous donnera un nouveau décor à cette cité », a-t-il souligné avant de demander aux jeunes de le préserver. Le défi de construire les stades étant relevé, il reste à résoudre le problème de l'homologation de ces stades. Et le président de la Fécofoot de rassurer : « Nous sommes sortis, il y a de cela 3 jours, d'une réunion avec le ministre. Nous avons vu ce problème d'homologation. Au sortir de Madingou, nous serons obligés de faire les tours des nouveaux stades pour les homologuer. »

James Golden Eloué

du chantier, les techniciens ont fait des suggestions sur l'équipement des vestiaires, la salle antidopage et l'emplacement du tunnel de sortie des joueurs.

Les travaux du stade annexe vont se poursuivre après la finale

Ce complexe n'est pas entièrement terminé, d'autant plus que les ouvriers commis à cette tâche n'ont donné la priorité qu'au terrain de football qui accueillera la finale. Le tartan de la piste d'athlétisme n'est pas encore posé. Et cela pourrait se faire après le 14 août. Les travaux du stade annexe dans lequel se joueront les rencontres de handball, de volleyball et de basketball vont éga-

l'Éducation physique a indiqué que la construction des installations omnisports dans dix des douze départements du pays favoriserait la construction de la performance sportive. « Nous ne pouvons que constater que le gouvernement de la République est en train de créer les conditions de la construction de la performance sportive. Le 14 août, il est indéniable que les activités prévues pour la célébration de l'indépendance du Congo à Madingou vont être respectées. Nous pouvons vous garantir que le 14 août, en présence du président de la République, chef de l'Etat et tous ses invités, nous allons assister à une belle finale ». Selon lui, après Madingou, le gouver-